

EVALUATION FINALE INDEPENDANTE

Programmes Spéciaux de Sécurité Alimentaire au Burkina Faso, Mali, Niger, Tchad et Soudan

Financement libyen

(GCP /BKF/042/LIB, MLI/024, NER/040, CHD/026 et SUD/051)

MALI

Mai 2009

Acronymes

BAD :	Banque Africaine de développement
CEP :	Champs école paysanne
CSA :	Commissariat pour la sécurité alimentaire
CSLP :	Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
DNAER :	Direction nationale de l'aménagement et de l'équipement rural
DNAMR :	Direction nationale de l'appui au monde rural
EU :	Etats-Unis
IFD :	Institutions financières décentralisées
MDR :	Ministère du développement rural
ONG :	Organisation non gouvernementale
OHVN :	Office de la Haute Vallée du Niger
ORM :	Office riz de Mopti
PAM :	Programme alimentaire mondial
PCT :	Programme de coopération technique
PDRIK :	Projet de développement rural intégré de Kita
PIV :	Périmètres irrigués villageois
PNSA :	Programme national de sécurité alimentaire
PSSA :	Programme spécial de sécurité alimentaire
PTBA :	Programme de travail et budget annuel
RAF :	Bureau régional de la FAO pour l'Afrique
S&E :	Suivi et évaluation
SMA :	Sommet mondial pour l'alimentation
TCI :	Centre d'investissement de la FAO
TCOS :	Service pour les opérations de coopération technique de la FAO
UCN :	Unité de coordination nationale

TABLE DES MATIERES

1. Résumé d'orientation	4
2. Introduction	9
3. La stratégie de sécurité alimentaire du Mali	9
4. Evaluation de la conception	11
5. Evaluation de la mise en œuvre	14
5.1. Maîtrise de l'eau	16
5.2. Intensification des productions végétales	18
5.3. Diversification	21
5.4. Analyse des contraintes	22
6. Evaluation de la gestion	23
6.1. Programmation	23
6.2. Suivi & évaluation	23
6.3. Gestion financière	24
7. Evaluation des effets et de l'impact	25
8. Appréciation de la durabilité des effets	27
9. Recommandations	27

ANNEXES

1. Résumé d'orientation

La Jamahiriya socialiste populaire arabe libyenne¹ a soutenu financièrement l'extension des activités du Programme spécial de sécurité alimentaire (PSSA) dans cinq pays Sahélo-Sahariens, à savoir Burkina Faso, Mali, Niger, Tchad et Soudan. Dans le cas du Mali, la Libye a donné 2,0 millions de dollars Etats-Unis (EU) à la FAO pour mettre en œuvre avec le Gouvernement malien le projet GCP/MLI/024/LIB. Dans le cadre d'une évaluation de l'aide libyenne, le présent rapport concerne plus particulièrement l'exécution de ce projet, une synthèse pour les cinq pays étant prévue par ailleurs.

Le projet GCP/MLI/024/LIB s'inscrivait bien dans la stratégie de sécurité alimentaire du Gouvernement du Mali, ce qui montre sa pertinence. La stratégie de sécurité alimentaire du Mali fait partie du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) à l'intérieur d'une vision à long terme de la société et de l'économie malienne. Un Programme national de sécurité alimentaire (PNSA) a ainsi été formulé en 2005 sur la base de l'expérience pilote du PSSA. Alors que le PSSA visait surtout les sites à haut potentiel pour faciliter l'effet de réplication et augmenter ainsi la couverture, les autorités nationales ont décidé de concentrer prioritairement le PNSA sur 166 communes au nord du Mali, considérées comme les plus pauvres du pays.

La conception du projet GCP/MLI/024/LIB était classique mais fondée principalement sur une extension des activités des projets PSSA antérieurs. Le PSSA libyen était donc situé dans des zones de Mopti, Kangaba et Kita, à relativement « haut potentiel ». En outre, les composantes habituelles des projets PSSA, à savoir la *Maîtrise et gestion de l'eau*, l'*Intensification de la production végétale* et la *Diversification du revenu*, étaient considérées individuellement sans se référer à leur intégration au niveau des sites et des ménages pour assurer la sécurité alimentaire. Le projet devenait donc un projet relativement classique de développement rural.

D'autres problèmes de conception sont à mentionner :

- Les coûts étaient mal évalués d'autant plus que le début de la mise en œuvre a eu lieu plus de trois ans après la préparation du projet et que les devis ont souffert de la dépréciation du dollar EU de plus de 30 %.
- Le délai imposé de trois ans était beaucoup trop court des activités d'envergure telles que les périmètres irrigués de taille relativement importante exigeant des études préalables et des contrats avec des entreprises.
- Le montage institutionnel proposé était complexe, et les partenariats avec d'autres institutions, en particulier le système du crédit étaient peu évoqués.
- Les règles du choix des bénéficiaires n'étaient pas suffisamment définies.
- Les aspects genre et environnement étaient peu traités et la rentabilité des actions prévues n'était que très peu abordée.
- La composante de l'analyse des contraintes, telle que formulée, se prête à une confusion entre diagnostic participatif à mener tout au long de la mise en œuvre avec les bénéficiaires et la fonction classique de suivi et évaluation, et perd sa pertinence vis-à-vis les objectifs de sécurité alimentaire.

¹ Appelée la Libye dans la suite du document.

La mise en œuvre du PSSA a réglé un certain nombre des problèmes de conception cités plus haut. Le choix des bénéficiaires a été laissé aux populations qui se sont organisées en groupements ad hoc pour chaque activité financée par le projet. La supervision du PSSA a été assurée de fait par le Commissariat à la sécurité alimentaire (CSA), qui en assurait la tutelle, et la Représentation de la FAO. Les partenariats avec la Représentation de la FAO ainsi qu'avec les opérations de développement rural ont été bons et ont permis que les bénéficiaires ne soient pas abandonnés à eux-mêmes à la fin du financement Libyen. En revanche, les Institutions financières décentralisées (IFD) ont été peu associées au financement des activités du projet, sauf à Mopti où des groupements d'agriculteurs organisés préexistaient au projet. Le niveau d'intégration entre les activités des trois composantes du PSSA a été relativement élevé dans la mesure où les activités des composantes intensification et diversification étaient en grande partie liées aux aménagements hydro-agricoles mis en œuvre dans le cadre de la composante maîtrise et gestion de l'eau. En outre, les structures sociales des zones touchées par le projet ne s'opposaient pas à la pluriactivité des hommes et des femmes, ce qui a permis de ne pas trop exclure ces dernières.

La mise en œuvre de la composante *Maîtrise de l'eau* a connu des retards. Pour les aménagements rizicoles, les coûts ont été d'environ 30 % plus élevés que les prévisions. La compensation des surcoûts a été obtenue en ne réalisant pas d'aménagements de bas fonds à Kita et une plaine à Mopti et en diminuant la durabilité de certains ouvrages. On a ainsi finalement réhabilité sur 165 ha et étendu sur 30 ha des périmètres irrigués villageois. Le principal problème a cependant été celui des délais dans les études et la passation des marchés tant au niveau de la coordination du projet qu'à celui des services du siège de la FAO. Pour les périmètres maraîchers, la sous-évaluation des coûts a entraîné que moins de la moitié des puits prévus ont été réalisés (28 sur 65). Les systèmes d'exhaure, mal adaptés aux conditions hydrogéologiques, n'ont pas été beaucoup utilisés et, de toutes manières, le projet n'a pas réglé les problèmes de transport de l'eau entre le système d'exhaure et les plantes. L'exiguïté des parcelles maraîchères individuelles empêche toute approche économique. L'appui aux organisations de producteurs a été confié aux offices de développement présents dans les zones du projet, ce qui est un gage de continuité dans l'appui. Le PSSA s'est donc concentré sur des formations.

Dans la composante *Intensification de la production*, la vulgarisation a suivi en partie la méthodologie des Champs écoles paysannes (CEP) et a connu un certain succès dans l'utilisation des engrais et dans l'introduction de semences sélectionnées. Les activités concernant le maintien de la fertilité des sols ont été limitées. Le riz NERICA aurait dû être diffusé dans les zones de Kangaba et Kita où les conditions apparaissent favorables. Le projet a accordé des dotations en engrais et équipements sous forme de « fonds de roulement » remboursables (avec ou sans intérêt selon les cas) par transmission à d'autres membres de groupements. Pour certaines transmissions, comme les engrais ou les équipements agricoles, les fonds doivent être gardés plusieurs mois ou même années, ce qui oblige à les déposer dans une caisse mutuelle. Des formations ont été assurées aux bénéficiaires sur le rôle des caisses mais celles-ci ont seulement servi pour les dépôts d'argent sauf à Mopti où existait déjà une tradition de collaboration avec les caisses. Il n'existe malheureusement pas de suivi des remboursements des fonds de roulement, que ce soit en nature ou en dépôts dans les caisses. Cependant, il ressort des entretiens que les remboursements en nature à l'intérieur des groupements ont été supérieurs à ceux en espèces.

La composante *Diversification* a suivi les prévisions du document de projet et a promu l'aviculture familiale, les petits ruminants, l'apiculture, deux moulins multifonctionnels, et un peu de sylviculture. L'élevage des petits ruminants a été un succès, l'aviculture villageoise a

été peu réussie en raison des maladies des volailles, l'apiculture a connu un demi-échec dû à des difficultés de commercialisation.

Comme dans les autres pays bénéficiaires de l'aide Libyenne, l'analyse des contraintes a été confondue au Mali avec le suivi et évaluation. Les activités concernant l'analyse des contraintes proprement dites ont été finalement très limitées à des analyses informelles au niveau des sites.

La gestion du projet aussi bien en programmation qu'en gestion financière a souffert de nombreux retards dans la préparation et l'approbation des Programmes de travail et budgets annuels (PTBA). Dans le Suivi et évaluation (S&E), la situation de référence et les fiches de suivi n'ont été validées qu'en décembre 2005, ces fiches n'ayant d'ailleurs été utilisées que dans les derniers six mois de la mise en œuvre du PSSA libyen. Par ailleurs, le système de gestion financière de la FAO n'était pas relié aux catégories de dépenses des PTBA. Même si les apports de la Libye et du Gouvernement du Mali ont été conformes aux prévisions, la gestion des fonds a été prudente, probablement trop puisque un peu plus de 100.000 dollars EU n'ont pas été dépensés.

Des analyses contenues dans l'enquête d'évaluation par les bénéficiaires et les entretiens menés par la mission durant ses visites de terrain, il ressort que l'impact du projet a généralement été considéré comme positif par les bénéficiaires. Ceux-ci estiment qu'ils mangent plus et mieux (grâce à un apport additionnel de légumes), que les périodes de soudure ont été réduites, que leur qualité de vie s'est améliorée. Leur production a en général augmenté, mais les ventes n'ont vraiment augmenté que dans la zone de Kita. Les bénéficiaires ont apprécié la qualité des intrants, l'accès amélioré au crédit et à l'eau d'irrigation. Dans l'ensemble, les nouvelles spéculations ont été adoptées, surtout concernant les céréales, bien que la diversification, qui vise la réduction de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, n'a pas toujours donné des résultats positifs. Beaucoup de non bénéficiaires ont essayé de joindre le projet et ont adopté certaines des techniques proposées. Rappelons tout de même que les conditions climatiques ont été favorables depuis cinq ans après la sécheresse de 2004, année de démarrage du projet, ce qui biaise peut-être certaines perceptions positives de la part des bénéficiaires interrogés.

Certains progrès sont fragiles car ils restent en partie liés aux remboursements des fonds de roulement, au provisionnement des grosses réparations et du renouvellement des équipements ainsi qu'à l'approvisionnement en intrants de bonne qualité. Le fait que les bénéficiaires restent appuyés par des offices de développement agricole est cependant un facteur favorable pour la pérennité des résultats.

Les recommandations faites ici s'adressent au Gouvernement et aux la structure de gestion de projets futurs dans le cadre du PNSA, à la FAO et aux bailleurs de fonds. La formulation des recommandations tient compte du fait que la FAO a terminé la phase pilote du PSSA au Mali aussi bien que dans les autres pays où elle l'a opéré.

Pour le Gouvernement et les structures d'exécution des projets

1. Améliorer la conception des projets futurs par une attention majeure aux spécificités des sites choisis, aussi bien techniques (p. ex. hydrogéologie) que sociales (p. ex. rôle des femmes dans l'agriculture et l'élevage) et économiques (p. ex. existence de débouchés et de voies d'accès), et intégrer une analyse approfondie des contraintes avant le début du projet sans en faire une composante du projet.

2. Inscrire les projets d'investissement (grandes infrastructures d'irrigation) dans la durée et estimer les coûts de manière réaliste en tenant compte des imprévus physiques et des délais de construction.
3. Concevoir et introduire des système d'irrigation efficaces pour les cultures maraichères (points d'eau, mais aussi exhaure et transport de l'eau jusqu'aux plantes) en tenant compte des besoins des femmes qui pratiquent ces cultures la plupart du temps.
4. Promouvoir davantage d'efforts de diversification dans le stockage, la commercialisation, la transformation et la conservation des productions agricoles et d'élevage pour diversifier les sources de revenus et réduire ainsi la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire.
5. S'assurer qu'il y ait une même structure de pilotage fonctionnelle tout au long de la mise en œuvre des futurs projets.
6. En s'inspirant du système de S&E finalisé mais seulement partiellement opérationnalisé et testé lors du PSSA libyen, mettre en place un système de S&E commun à tous les projets de sécurité alimentaire. Ce système doit être simple, performant et utile, incluant une situation de référence à finaliser la première année par un diagnostic participatif ainsi qu'un nombre limité d'indicateurs d'effets à collecter périodiquement en plus des indicateurs usuels de performance et exécution des activités. Il n'y a pas lieu de donner à l'analyse de contraintes le statut de composante de projet.
7. Élaborer dès le démarrage des projets un manuel de procédures détaillant les rôles et les responsabilités des acteurs impliqués et les délais des différentes étapes de mise en œuvre (PTBA, rapports, etc.). Ce manuel doit comprendre une partie sur le choix des bénéficiaires ainsi que les mécanismes et modalités de mise à la disposition des fonds de roulement pour chaque activité ainsi que les modalités et responsabilités de recouvrement.
8. Renforcer les partenariats avec les services techniques de l'état et les autres projets de développement oeuvrant dans les zones du projet.
9. Renforcer les partenariats avec les IFD, en particulier pour les sommes importantes et pour le crédit futur aux groupements ; canaliser le financement des différentes activités dans les circuits financiers existants (caisses, mutuelles, autre) en utilisant leur savoir faire (contractualisation en langues locales, système d'intérêts moratoires, réseau d'animateurs autochtones, système de suivi financier de la mutuelle) là où ils existent. Pour les crédits de campagne (semences dans la composante intensification) et les crédits d'élevage (petits ruminants dans la composante diversification) garder les mêmes modalités de remboursement en nature à l'intérieur du groupement.

Pour la FAO

10. En tant qu'agence des Nations Unies spécialisée dans la sécurité alimentaire, accompagner le Gouvernement dans la mise en cohérence de l'Initiative 166 avec le PNSA.. Au-delà de cet appui stratégique, la FAO devra fournir au Gouvernement un appui technique dans ses domaines de compétence, ainsi qu'un appui dans la mobilisation des ressources financières manquantes à l'opérationnalisation du PNSA.

11. Faciliter l'échange d'informations financières avec les parties nationales, en établissant des états de dépenses par composante et sous composante en rapport avec les PTBA approuvés et non par catégories de dépense Oracle.

Pour les bailleurs de fonds actuels et futurs du PNSA

12. La Libye et les bailleurs de fonds qui seront intéressés à contribuer au financement de projets dans le cadre du PNSA devraient le faire en régime d'exécution nationale.

2. Introduction

La Libye a soutenu financièrement l'extension des activités du Programme spécial de sécurité alimentaire (PSSA) dans cinq pays Sahélo-Sahariens, à savoir Burkina Faso, Mali, Niger, Tchad et Soudan. Dans le cas du Mali, la Libye a donné 2,0 millions dollars EU à la FAO pour mettre en œuvre avec le Gouvernement malien le projet GCP/MLI/024/LIB. Dans le cadre d'une évaluation de l'aide libyenne, le présent rapport concerne plus particulièrement l'exécution de ce projet, une synthèse pour les cinq pays étant prévue par ailleurs.

Le PSSA libyen a été formulé en mai 2001 et déclaré opérationnel seulement en janvier 2004. Ce projet s'inscrivait dans la suite des projets d'amélioration de la sécurité alimentaire du Mali. Ceux-ci avaient débuté en 1998 par le projet GCP/MLI/022/NED financé par le Royaume des Pays Bas et qui avait réalisé : (i) l'aménagement de trois Périmètres irrigués rizicoles villageois (PIV), aux environs de Mopti ainsi que trois micro-périmètres maraîchers chacun sur les mêmes sites; (ii) des études d'aménagement de bas-fonds dans deux sites du cercle de Kita dans la région de Kayes ainsi qu'un périmètre maraîcher dans chacun des sites; et (iii) des études d'aménagement par submersion contrôlée pour deux plaines à Kéniégou (280 hectares) et Koblani (270 hectares), en haute vallée du Niger, ainsi que deux micro-périmètres maraîchers. La politique de sécurité alimentaire s'était poursuivie avec une Coopération Sud-Sud avec la République de Chine financée par les Pays Bas avec 5 experts et quatre techniciens chinois. Cette coopération s'est arrêtée en fin décembre 2003 et n'a donc pas joué de rôle dans la mise en œuvre du PSSA libyen. Elle ne fait donc pas partie de l'évaluation.

3. La stratégie de sécurité alimentaire du Mali

Le Gouvernement du Mali a décidé de faire de la lutte contre la pauvreté sa priorité principale de développement. Cette lutte contre la pauvreté s'inscrit dans la vision à long terme de la société et de l'économie malienne qui a été formulée dans l'Étude nationale prospective (ENP Mali 2025) dont les résultats ont été adoptés par le Gouvernement en décembre 2000. Cette vision consensuelle sur le devenir du pays à l'horizon 2025 veut arriver à « Une nation unie sur un socle culturel diversifié et réhabilité; une organisation politique et institutionnelle démocratique, garante du développement et de la paix sociale; une économie forte, diversifiée et ouverte; une baisse de la pauvreté avec des progrès sociaux touchant toutes les régions et toutes les catégories de population».

Dans ce cadre prospectif, le pays s'est doté de politiques et stratégies de développement, regroupées dans un Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP). L'objectif général du CSLP pour la période 2002-2006 était de réduire l'incidence de la pauvreté à 43 % en 2006 contre 64 % au moment de son adoption. Ses objectifs spécifiques ont été tirés des différentes stratégies et des programmes sectoriels de développement économique, social et culturel du pays. Au centre du CSLP était la sécurité alimentaire, pièce maîtresse de la politique de lutte contre la pauvreté.

Malgré un taux de couverture des besoins alimentaires et un niveau de sécurité alimentaire satisfaisants en année de bonne pluviométrie, plusieurs contraintes majeures subsistent au Mali parmi lesquelles on peut citer les aléas climatiques, les inégalités entre et à l'intérieur des régions, l'érosion du pouvoir d'achat des populations, la faible diversification de l'alimentation et la malnutrition chronique et aiguë chez 30% des enfants de 0 – 5 ans. Ces contraintes ont contribué à l'aggravation de la pauvreté dans le pays, en particulier en zones rurales.

La stratégie de sécurité alimentaire et de nutrition du Mali vise donc à satisfaire les besoins essentiels de la population. Elle se base sur l'augmentation et la diversification de la production agricole, l'amélioration des revenus des populations par une meilleure organisation du marché des aliments de base (céréales, sucre, huiles, fruits et légumes, etc.), le développement rural et celui des autres secteurs, notamment la santé, l'éducation, l'industrie, le commerce et le transport ; prenant ainsi en compte les quatre dimensions de la sécurité alimentaire qui sont :

- i. la disponibilité d'aliments de bonne qualité sanitaire et nutritionnelle ;
- ii. l'accessibilité de ces aliments à toute la population, y compris aux couches plus vulnérables ;
- iii. la stabilité des approvisionnements dans l'espace et dans le temps ;
- iv. l'utilisation optimale des aliments par les individus.

Pertinence du PSSA et passage d'une approche projet à une approche programme

Outre sa participation à de nombreuses conférences internationales qui ont insisté sur la sécurité alimentaire, le Mali a mis en place plusieurs projets de développement en milieu rural pour renforcer la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire, le PSSA étant l'un d'entre eux.

Le PSSA libyen s'inscrivait bien dans les engagements pris par le Mali au niveau régional et international comme la déclaration du Sommet mondial de l'alimentation (SMA) de Rome de 1996 et sa réaffirmation cinq ans après ainsi que les objectifs du millénaire, qui ont tous deux pour but de réduire de moitié le nombre des mal nourris d'ici 2015. L'approche intégrée du PSSA, combinant la maîtrise de l'eau, l'intensification et la diversification des productions, essaye de traiter globalement le problème de la sécurité alimentaire et non de manière partielle comme l'ont fait de nombreux projets de développement rural.

D'autres projets pilotes analogues au PSSA libyen ont ainsi été mis en œuvre après celui-ci avec une conception analogue : Projets GCP/MLI/049/SPA (2,34 millions de dollars EU, financement Espagne) et GCP/MLI/050/VEN (2,0 millions de dollars EU, financement Venezuela). D'autres projets sont en cours de finalisation avec l'Italie (2,0 millions de dollars EU), et des discussions sont en cours pour relancer la Coopération Sud-Sud.

A la suite de ces nombreux projets pilotes, le Gouvernement du Mali a décidé de passer à une politique de sécurité alimentaire au niveau national sous la tutelle d'un Commissariat à la sécurité alimentaire (CSA) qui a été mis sur pied en 2004, ce qui démontre un haut niveau d'appropriation de l'approche à la sécurité alimentaire proposée par la FAO. En fait, un premier document du Programme national de sécurité alimentaire (PNSA) a été préparé en 2005 par une équipe nationale assistée par le centre d'investissements de la FAO (TCI) et présenté aux bailleurs de fonds en juillet 2005. En cohérence avec la phase pilote PSSA, le PNSA était ciblé sur les zones à haut potentiel agro-écologique et socio-économique pour en faciliter l'effet de réplique et augmenter ainsi la couverture du programme. Par la suite, le Gouvernement a décidé que le PNSA devrait plutôt, dans un premier temps, cibler les 166 communes situées au nord du 14^{ème} parallèle considérées comme les plus vulnérables et les plus pauvres. Un nouveau programme, l'Initiative 166, vient ainsi d'être lancé avec une première étude financée par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), pour permettre la prise en compte des autres composantes des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) comme la santé, l'éducation, etc. Ce programme sera opérationnalisé sous la responsabilité du CSA en régime d'exécution nationale..

4. Evaluation de la conception

Avant toute autre considération, le document de projet, conforme aux pratiques de l'époque de sa conception, est passé aux caractéristiques des sites sélectionnés en considérant que la poursuite et l'extension des activités du PSSA antérieur GCSP/MLI/022/NED était prioritaire. La stratégie telle que décrite ensuite ressemblait plutôt à un catalogue de moyens (intégration des différentes composantes, participation des bénéficiaires, démonstrations en milieu paysan...). De là, le document de projet passait à la description des activités dans les quatre composantes habituelles du PSSA, à savoir *Maîtrise et gestion de l'eau*, *Intensification des systèmes de production végétale*, *Diversification de la production*, *Analyse des contraintes*.

Approche intégrée

Le document de projet ne liait donc pas chacune des composantes à l'objectif général de sécurité alimentaire du pays et ne prévoyait donc pas d'indicateurs susceptibles de fournir des renseignements sur l'état de sécurité alimentaire des bénéficiaires. Le PSSA libyen est donc devenu un projet de développement rural classique où l'objectif général serait l'augmentation et la diversification de la production au lieu de la sécurité alimentaire. L'intégration des composantes au niveau du ménage, base de la stratégie du PSSA, n'apparaissait donc plus à la base du document de projet.

On remarquera aussi qu'il plaçait sur le même pied des composantes de nature différente : la maîtrise et la gestion de l'eau ne sont qu'un moyen d'augmenter la production² alors que les composantes intensification des systèmes de production végétale et diversification de la production sont des opérations ayant un impact direct sur la sécurité alimentaire.

L'analyse des contraintes méritait-elle le statut de composante, étant donné qu'il s'agit d'une activité qui doit intervenir lors de la conception du projet puis ponctuellement plutôt que de manière continue comme l'indiquait le document de projet? Sa conception n'était d'ailleurs pas claire car elle mélangeait des activités de S&E et des activités d'analyse des contraintes proprement dites, telles que le diagnostic participatif.

D'une manière générale, et surtout quand on la compare avec celles des PSSA des autres quatre pays ayant bénéficié du financement libyen, la conception du PSSA libyen au Mali a relativement pris en compte les spécificités du pays et des sites d'intervention choisis. Les produits espérés du projet étaient décrits dans le document de projet avec beaucoup de précision allant même jusqu'à annexer le *modus operandi* pour les obtenir. Même si la présentation du document de projet était analogue à celle des autres projets PSSA financés par la Libye, les propositions des activités et des modalités de mise en œuvre dans la maîtrise de l'eau, d'intensification et diversification étaient relativement adaptées au contexte local. Pour la composante *Maîtrise de l'eau*, les résultats étaient fixés en nombre d'hectares aménagés ou réhabilités ainsi qu'en nombre de bénéficiaires en distinguant hommes et femmes. Il faut signaler cependant que, outre la sous-estimation des coûts et des délais, le document de projet avait méconnu les difficultés de la promotion des cultures maraîchères : profondeur de 10 m pour les puits inadaptée aux pompes à pédales ou aux motopompes, absence de connaissances de l'irrigation par les bénéficiaires, surfaces trop petites pour procurer des bénéfices palpables.

Les résultats de la composante *Intensification de la production agricole* étaient décrits au niveau qualitatif pour l'ensemble du projet. Au niveau de chaque site, les produits attendus étaient quantifiés. Pour la composante *Diversification*, les produits portaient sur la santé, l'habitat, l'hygiène et l'alimentation des animaux, ainsi que la transformation et la

² On aurait aussi bien pu considérer l'amélioration de la fertilité des sols ou la lutte contre l'érosion.

conservation des produits maraîchers, apicoles et piscicoles. Des fiches techniques avaient été annexées au document de projet. La composante *Analyse des contraintes* concernait le niveau micro et local des ménages, mais aussi sectoriel et national. Les produits de cette composante étaient décrits en termes généraux, car il était difficile à priori de les présenter en détail sans les avoir analysés³.

Ciblage

Pour identifier les bénéficiaires, la mission de formulation avait pris en compte les premières activités du PSSA sur financement néerlandais. Ainsi, les sites proposés prioritairement devaient se situer dans les régions de Mopti, Kayes et Koulikoro. La mission de conception a visité des sites opérationnels dans ces régions. Elle s'est entretenue avec des producteurs agricoles, des leaders d'organisations paysannes et des représentants d'ONG pour s'assurer de leur intérêt et participation future dans le PSSA, obtenir leurs suggestions sur les types d'activités à considérer pour chaque composante, et ensuite identifier ou étendre pour chacune des quatre composantes les activités aux sites d'extension des régions considérées avec, à l'appui, celles suggérées par les documents de base du PSSA. Les projets connexes en cours ou à l'étude avaient été identifiés et des synergies développées; en particulier, la fin proche du projet sur financement des Pays Bas avait été prise en compte et des ressources prévues pour la poursuite des activités en cours ou programmées. Toutes les propositions ont été validées par les bénéficiaires, les leaders de leurs organisations et les autorités politiques et étatiques et leur durabilité financière analysée. Un consensus général avait été à la base de toutes les activités retenues.

Tout en s'adressant aux ruraux, le document de projet ne faisait pas mention des plus pauvres d'entre eux. Le PSSA libyen au Mali a donc concentré ses activités dans des zones à relativement fort potentiel qui ne sont pas les plus pauvres du pays. Une fois ce postulat de base accepté, la continuité dans les zones déjà touchées par les précédents projets PSSA, la stratégie d'approche et de choix des bénéficiaires par le volontariat ou la désignation par leurs groupements, le renforcement ou la création des organisations de base, la mise en place participative de démonstrations de technologies simples et peu coûteuses et la mise sur pied ou le renforcement d'un système de fonds de roulement constituaient une garantie de l'adéquation du choix des bénéficiaires ultimes et de l'identification de leurs besoins réels.

Est-ce que la formulation du projet correspondait au meilleur coût d'opportunité pour atteindre les objectifs ? Les nombreux projets de développement du monde rural n'ont pas amélioré de façon notable la sécurité alimentaire au Mali depuis plusieurs décennies. L'approche du PSSA, participative et intégrée avec une recherche permanente de solutions durables, apparaissait devoir être effective et efficiente.

On peut se demander cependant si l'approche suivie permettait d'introduire des innovations majeures dans la mesure où les demandes des bénéficiaires portaient sur des techniques qu'ils connaissaient déjà. C'est ainsi que toutes les activités prévues correspondaient à des techniques déjà existantes au Mali. En outre, la solution proposée pour le crédit ne faisait pas état de l'existence de nombreuses institutions financières décentralisées avec lesquelles une collaboration aurait dû être envisagée dès la conception du PSSA libyen.

Mécanisme de financement

Si d'une part l'éventail d'activités proposées semblait rigide, d'autre part le mécanisme de leur financement n'était pas suffisamment défini dans le document du projet. L'idée de base retenue était que toute activité se rapportant aux investissements productifs devait être

³ Il s'agissait par exemple de l'évaluation des performances des techniques démontrées et de leur impact potentiel sur les revenus des ménages.

financée sous forme de crédit remboursable à partir d'un fonds de roulement octroyé aux groupements de bénéficiaires, après formation de ces derniers en gestion financière et en responsabilité de la gestion du système de crédit. On indiquait d'une manière assez sommaire un certain nombre de lignes directrices pour le fonctionnement efficace du système, mais on ne donnait pas d'orientations précises sur les modalités de financement pour les différentes activités, quelles étaient celles à rembourser en nature et celles en espèces, les taux à appliquer, les échéanciers de remboursement, les mécanismes de contrôle et ainsi de suite.

Durée

La durée de trois ans fixée au projet par le donateur était trop courte dès le départ étant donnés les délais estimés à un an et demi pour la fin des travaux d'aménagement des périmètres dans le cadre de la composante maîtrise de l'eau. Les activités des composantes intensification et diversification des systèmes de production agricole (riziculture, maraîchage), qui dépendaient en grande partie de ces travaux, ne pouvaient optimiser l'utilisation de ces aménagements en un an et demi. Il aurait fallu au moins quatre années de durée au départ du projet. A cette sous-évaluation des délais dès la conception, s'est ajoutée une sous-estimation des délais réels d'études et de passation des marchés de travaux pour les aménagements importants de la composante de la maîtrise de l'eau. On peut donc se demander si un projet pilote comme l'était le PSSA Mali devait contenir des aménagements hydro-agricoles de grande ampleur et n'aurait pas dû se limiter à la petite irrigation.

Risques

Les risques tant environnementaux que de nature administrative, économique et technique, ainsi que d'orientation politique, de mobilisation des bénéficiaires et des partenaires, de formation, etc. étaient bien identifiés et décrits dans le document du projet. Certains d'entre eux ont d'ailleurs influé négativement sur l'avancement du projet, par exemple les délais d'approbation et de débours du financement, et la mise en œuvre déficiente des activités de maîtrise et gestion de l'eau. Des risques conjoncturels et exogènes n'avaient pas été prévus, parmi lesquels les événements de Côte d'Ivoire qui, à partir de fin 2001, ont entraîné des retards dans l'acheminement des produits et, surtout, des coûts de transports plus élevés, et la dépréciation continue du dollar EU par rapport au FCFA.

Tableau N° 1 : Évolution de la valeur du dollar en FCFA (moyenne)

Événement	Préparation du projet	Atelier de lancement	Démarrage du projet	Revue à mi-parcours	Fin de projet
Date	Mai 2001	Janvier 2004	Juin 2004	Septembre 2005	Juillet 2007
Valeur du dollar EU	704	517	546	521	486

Montage institutionnel

Le PSSA devait être exécuté à l'intérieur des structures nationales existantes. Il devait être rattaché à la Direction nationale de l'appui au monde rural (DNAMR) du Ministère du développement rural (MDR). La Direction nationale de l'aménagement et équipement rural (DNAER) devait aussi être associée à sa mise en œuvre.

Le PSSA devait être exécuté avec la collaboration d'autres ministères intéressés par la sécurité alimentaire. Le cadre institutionnel de supervision du projet proposé par le rapport de préparation, et d'ailleurs commun à tous les projets PSSA financés par la Libye, comprenait un comité national de pilotage, un comité national technique, des comités régionaux de pilotage et des comités techniques régionaux. Le document proposait même la composition de chacun de ces comités. Ce cadre de supervision du projet était bien trop lourd. Il n'a d'ailleurs jamais fonctionné comme on le verra plus loin.

La structure de gestion proposée dans le rapport de préparation comprenait au niveau national, une Unité de coordination nationale (UCN), composée d'un coordinateur national aidé par quatre spécialistes responsables de chacune des composantes et du personnel de soutien. Au niveau des trois régions concernées par le projet, des unités de coordination régionale comprenant un coordinateur régional aidé chacun par deux techniciens, un pour l'agriculture et un pour l'élevage. Au niveau local, trois Agents de vulgarisation de base (AVB) affectés à chaque site de projet, soit 39 agents au total en fin de projet. La structure de gestion et de direction proposée pour le projet était adéquate à tous les niveaux d'exécution du projet. Elle s'intégrait bien dans les structures administratives normales du pays et ne créait pas une bureaucratie parallèle même si le document de projet ne faisait pas référence aux offices de développement rural existant dans les zones d'activité du projet tels que l'Office Riz Mopti (ORM), l'Office de la Haute Vallée du Niger (OHVN) et le Projet de développement rural intégré de Kita (PDRIK).

Partenariats

Le document n'évoquait que de manière vague les partenariats avec les institutions financières, banques ou IFD, alors que le projet est fondé sur un mécanisme du fonds de roulement et que le projet antérieur avait lui-même prêté de l'argent, ce que le document de projet a considéré à juste raison comme n'étant pas du rôle de l'UCN. Aucune collaboration ferme n'était prévue et le projet prévoyait seulement des formations des groupements paysans à la gestion financière et la gestion des exploitations. En réalité, le système de crédit proposé s'appuyait uniquement sur les organisations paysannes, sans d'ailleurs prévoir de manuels de procédures adaptés.

Les partenariats potentiels tant avec les offices de développement rural qu'avec les ONG de développement n'étaient pas mentionnés dans le document de projet.

5. Evaluation de la mise en œuvre

Approche intégrée

Dans toutes les zones, le PSSA libyen a considéré la composante maîtrise de l'eau comme la composante majeure du programme, parfois au détriment des autres comme le démontrent les états de dépenses. Cette composante ayant pris du retard, la composante intensification, qui en dépendait en grande partie pour le riz et les cultures maraîchères (mais pas pour le maïs, le sorgho et le niébé), en a un peu souffert.

Même en l'absence d'une explicitation des objectifs globaux et spécifiques de la réduction de l'insécurité alimentaire avec une logique d'intervention cohérente reliant les trois composantes principales du PSSA, la partie nationale a essayé de mettre en œuvre le PSSA au Mali en mettant l'accent sur l'intégration entre les composantes au niveau des bénéficiaires, un des points essentiels de la stratégie du PSSA. Cette intégration, bien que pénalisée par les retards dans la réalisation des infrastructures d'irrigation prévues, a été satisfaisante dans l'ensemble, en particulier du fait de la liaison entre maîtrise de l'eau et développement des cultures irriguées. Rappelons que la structure sociale des zones concernées par le projet s'y prêtait grâce aux nombreux projets précédents au PSSA libyen. Les femmes et les hommes participent ensemble à beaucoup de travaux culturels même si certaines activités restent du ressort des femmes, tels que le maraîchage et, en partie, le petit élevage.

Ciblage

Le ciblage des bénéficiaires n'avait pas été précisé dans le document de projet et celui-ci s'est fait sur la base du volontariat et/ou de la désignation par les groupements. Il n'apparaît pas qu'il y ait eu des directives écrites allant dans le sens d'une prise en compte des catégories

vulnérables de la population. Dans la pratique, le ciblage s'est donc fait en fonction des habitudes sociales dans les zones concernées. Par exemple, les parcelles maraîchères ainsi que l'élevage des volailles et petits ruminants étaient le plus souvent réservés aux femmes. Dans les périmètres irrigués villageois, la distribution s'est faite en fonction de la taille des familles, entraînant parfois l'attribution de parcelles trop petites (1250 m² à Tongorongong). En revanche, les femmes veuves n'ont pas été oubliées. Compte tenu des habitudes sociales des zones concernées par le PSSA libyen, le ciblage des bénéficiaires a été adéquat pendant la mise en œuvre.

L'approche genre a été utilisée après identification des activités réservées traditionnellement aux femmes mais sans oublier le sort des femmes seules chefs de famille. Les femmes ont ainsi bénéficié d'appuis au maraîchage, y inclus des motopompes à Kita, ainsi que pour l'élevage des petits ruminants et des volailles. Les femmes chefs de famille qui cultivaient du riz ont obtenu des terres dans les zones aménagées et des intrants pour la culture du riz. Enfin, les femmes ont obtenu deux moulins multifonctionnels dans la zone de Kita.

Mécanisme de financement

Dans la pratique, le crédit a été accordé aux groupements ou aux individus à travers les comités de gestion des groupements sous forme de fonds de roulement (cf. plus loin) et n'a pas impliqué les institutions financières. De même, beaucoup de remboursements dans le cadre de ces fonds de roulement, en particulier les remboursements de prêts pour l'élevage et les semences, se faisaient en nature à l'intérieur du groupement. Pour les remboursements en espèces, la revue à mi-parcours a recommandé que les fonds soient déposés dans les caisses locales d'épargne et de crédit. Des formations ont été dispensées sur l'intérêt d'utiliser ces caisses pour accéder au crédit (cf. plus loin), mais celles-ci ont presque toujours servi de caisses de dépôt seulement. Elles n'ont pas servi de caisses de prêts pour étendre les activités du PSSA libyen, sauf à Mopti où les associations de gestion des PIV ont une longue tradition de relations avec les caisses.

Le système de S&E ne s'est pas intéressé aux fonds de roulement. On ne sait donc pas quel est le pourcentage de crédits qui ont été effectivement remboursés, c'est-à-dire quel est le pourcentage d'animaux, de semences, d'équipements qui ont été transférés à d'autres bénéficiaires, soit directement, soit après un transit par une agence bancaire. Cela représente une incertitude grave pour juger du bien fondé de l'approche PSSA.

Montage institutionnel

Les institutions proposées pour la supervision du projet, avec leurs deux comités nationaux et ses six comités régionaux, étaient bien trop lourdes et n'ont jamais fonctionné⁴, d'autant plus qu'elle n'ont pas été adaptées au contexte institutionnel en pleine évolution avec la création du CSA. Dans les faits, celui-ci a repris, avec la Représentation résidente de la FAO, les fonctions du comité de pilotage national du PSSA. Suite au décret N° 231/2006, le CSA vient de créer des comités régionaux et locaux de concertation qu'il chapeaute, mais ceux-ci sont intervenus trop tard pour servir d'instances d'orientation du PSSA.

La structure de gestion et de direction proposée par le rapport de préparation avec l'UCN et les unités de coordination régionale a été adéquate à tous les niveaux. Elle s'est bien intégrée dans les structures administratives normales du pays, y inclus les organismes de développement qui préexistaient dans les trois zones et jouissaient de l'autonomie administrative et financière (ORM, OHVN, PDRIK). Son grand avantage est que ces

⁴ Même la mission de Revue à mi-parcours a rencontré séparément les Ministres de l'agriculture et de l'élevage sans réunion générale avec ceux-ci en fin de mission.

organismes continuent d'appuyer les structures mises en place par le PSSA même si celui-ci est terminé depuis plus d'un an.

Partenariats

Le document de projet ne faisait pas référence à la coordination avec la FAO, agence d'exécution du PSSA libyen. Cela n'a pas eu d'impact négatif dans le déroulement du projet car la collaboration a été bonne entre le coordinateur national et l'assistant au Représentant (Programme) à la FAO. Les retards dans la mise en œuvre de la composante maîtrise et gestion de l'eau ne sont pas dus à une absence de collaboration au niveau local (cf. plus loin). Toujours dans le cadre du partenariat avec la FAO, des missions d'appui et d'évaluation ont été exécutées par les fonctionnaires de la FAO, à savoir le fonctionnaire de TCOS en charge du projet (4 missions), le fonctionnaire technique chargé des ressources en eau à FAORAF (une mission en mars 2006).

Les partenariats avec les autres intervenants dans les zones du projet (projets de développement, ONG, autres ministères) ont été informels et peu suivis, mais ils ont surtout évité les doubles emplois dans les investissements. Par exemple, le PDRIK a repris l'investissement prévu dans le bas fond de Niantanso à Kita. En règle générale, ces partenariats dans les trois sites PSSA ont bien fonctionné. Le PSSA libyen s'est également bien inséré dans les structures gouvernementales, d'abord de la DNAMR du MDR, ensuite du CSA auquel il a été rattaché en septembre 2004, soit deux mois après le démarrage effectif du projet. Le partenariat avec les organismes bancaires et, en particulier, les IFD, était envisagé de manière imprécise dans le document de projet. Cela a retardé la prise de conscience du besoin de partenariat dans le cadre du crédit aux groupements et aux exploitants individuels.

5.1. Maîtrise de l'eau

La priorité dans l'exécution de la composante maîtrise et gestion de l'eau avait été donnée aux réparations de malfaçons constatées dans des PIV déjà aménagés à Mopti ainsi qu'à des promesses déjà faites aux populations. Trois types d'intervention avaient ainsi été prévus dans le document de projet : la réhabilitation et l'extension des PIV rizicoles dans la région de Mopti, l'aménagement de trois bas fonds pour la riziculture à Kita ainsi qu'un aménagement de submersion contrôlée à Kéniégué (cercle de Kangaba, Région de Koulikoro).

On trouvera dans le Tableau N° 2 plus loin une comparaison entre prévisions et réalisations. Les principales différences concernent l'abandon de certaines plaines : un PIV à Mopti (Komio) dont les travaux ont été financés par la Banque Africaine de développement (BAD) ; deux bas-fonds à Kita car les études d'exécution ont montré que les sites n'étaient pas propices (Kodialan et Sanansaba) et un site (Niantanso) abandonné car financé par le PDRIK.

Plusieurs aspects méritent attention dans l'analyse de la performance des activités de cette composante. Tout d'abord, les coûts sont d'environ 30 % plus élevés que ceux prévus au document de projet, ce qui est en ligne avec les variations du dollar EU. La compensation des surcoûts a été en partie obtenue aux dépens de la qualité : il manque une digue de protection à Mopti et la digue de Banancoro n'est pas latéritee, d'où un risque de dégradation rapide. Deuxièmement, les délais d'études ont été trop longs : leurs termes de référence n'ont été élaborés qu'en juin 2004, soit 5 mois après l'atelier de lancement. Par ailleurs, TCOS et FAORAF ont mis 9 mois pour les approuver. Les études des PIV de Mopti ont été réalisées en 2005, tandis que celles des bas-fonds de Kita ne l'ont été qu'en février 2006⁵. Troisièmement, les délais pour les passations de marchés de travaux ont aussi été trop longs ; les entreprises devant répondre aux appels d'offres des travaux retenus n'ont été présélectionnées qu'en

⁵ Ces études ont conclu à l'abandon des travaux, ce qui n'a donc pas entraîné de problèmes de mise en valeur.

septembre 2006 et les contrats n'ont été signés qu'en décembre 2006. Les derniers paiements dus par la FAO n'ont finalement été versés à certaines entreprises qu'en novembre/décembre 2008, soit plus d'un an après la fin des travaux, en raison de procédures financières et bancaires inadéquates⁶.

Des problèmes sociologiques sont apparus sur un site à Mopti lors de l'exécution des travaux, ce qui a conduit à déplacer légèrement le périmètre. Toujours du point de vue sociologique, la participation des bénéficiaires a été très faible, en raison de la nature des travaux (canaux bétonnés à Mopti, digues réalisées aux engins à Banancoro). Elle a été limitée à des travaux d'aménagement parcellaire à Mopti tels que le planage, la construction de diguettes, les rigoles d'irrigation, les drains et les colatures. Les populations ayant participé aux travaux ont reçu des vivres du Programme alimentaire mondial (PAM).

L'appui à l'organisation des populations pour la gestion et l'entretien des aménagements a été confié en grande partie aux structures existantes, l'ORM à Mopti et l'OHVN à Banancoro. Les PIV de Mopti étaient déjà gérés par des comités de gestion groupant l'ensemble des irrigants et l'ORM appuie depuis plus de 20 ans ces comités pour qu'ils exécutent les entretiens prévus et, surtout, qu'ils provisionnent les dépenses de grosses réparations et renouvellement des motopompes. A Banancoro, l'OHVN et la coordination locale du PSSA, avec l'aide des autorités communales et villageoises, ont aidé au remembrement de l'occupation des terres ainsi qu'à la création d'un comité de gestion du périmètre. Vu la date tardive d'achèvement des travaux, le comité de gestion n'a pas encore fixé un tarif pour les redevances annuelles d'entretien.

L'appui du PSSA libyen a donc été concentré sur la formation. Quatre formations ont été conduites pour les bénéficiaires de Mopti. A Kangaba on a conduit une formation sur la gestion de l'eau et quatre formations pour les responsables des motopompes.

Le deuxième axe d'intervention de la composante maîtrise et gestion de l'eau concernait l'aménagement de points d'eau pour périmètres maraîchers, qui a concerné trois sites à Mopti, quatre à Kita et trois à Kangaba. A la suite d'une mission de supervision de TCOS, le nombre de sites a été porté à cinq à Kita au lieu de quatre.

Le document de projet avait prévu le creusement de 63 puisards à 425 dollars EU/puisard. En fait, le coût réel des puits améliorés a été de 1.500 dollars EU à Mopti et 1004 dollars EU à Kita et Kangaba, ce qui a conduit à ne creuser que 28 puits de 10 mètres de profondeur moyenne. Au total, les surfaces aménagées ont été légèrement supérieures aux prévisions comme le montre le tableau N° 2.

Le document de projet avait prévu d'installer 65 pompes à motricité humaine (pompes à pédales) sur les puisards. Bien que les puits aient été réduits à 28, le projet a commandé 65 pompes à pédales à 49.500 FCFA l'unité. Il les a placées après un paiement initial de 20.000 FCFA l'unité selon un système de crédit dur fonds de roulement chez des individuels ou des collectifs : 11 pompes à Mopti, 35 pompes à Kita et 16 pompes à Kangaba. Des formations *in situ* à l'utilisation et l'entretien des pompes à pédales ont également été assurées. Deux motopompes maraîchères de 500.000 FCFA l'unité ont été attribuées à deux groupements féminins à Koblani (Kangaba) et Founia Moribougou (Kita), où l'eau de surface était disponible presque toute l'année.

Les pompes à pédales sont peu utilisées pour trois raisons : (i) elles ne sont pas toujours adaptées aux profondeurs d'eau rencontrées (6 à 7 mètres de profondeur de nappe est une limite pratique) ; (ii) gérer et entretenir un matériel collectif pour des jardins féminins pose

⁶ La banque intermédiaire a même dû payer des indemnités aux entrepreneurs.

toujours des problèmes ; et (iii) les pompes seules n'apportent pas une amélioration substantielle au pompage traditionnel à la calebasse. De même, les pompes motorisées n'ont pas pu être gérées par les groupements de femmes bénéficiaires, car des surfaces par famille de moins de 50 m² sont trop petites pour procurer un revenu tangible. En effet, améliorer l'exhaure de l'eau ne suffit pas : il faut aussi transporter l'eau jusqu'à la parcelle irriguée et appliquer l'eau sur les plantes. Dans des zones sans tradition d'irrigation, des formations et conseils techniques auraient été indispensables. Finalement, il semble que la plupart des femmes sont revenues à l'exhaure par calebasse. Comme pour les PIV, les formations dans l'utilisation des moyens d'exhaure pour le maraîchage ont été dispensées aux bénéficiaires et aux AVB dans une même session de formation, ce qui n'est pas du tout approprié.

Tableau N° 2 : Comparaison entre prévisions et réalisations pour les PIV

Site/village	Aménagements rizicoles		Périmètres maraîchers ⁷	
	Prévu (ha)	Réalisé (ha)	Prévu (ha)	Réalisé (ha)
Mopti				
Gnimitongo	15 ha (Extension)	28 (réhabilitation) + 15 (Extension)	1,0 ha	
Dagawomina	15 ha (Extension)	25 (réhabilitation) + 15 (Extension)	1,5 ha	
Koubi II		48 (Réhabilitation)	1,4 ha	
Sinah	37,5 (Amélioration)	38 (Amélioration)	0,5 ha Amélioration	
Tongorongo	23,3 (Amélioration)	24 (Amélioration)	1,0 ha Extension	
Komio	37,5 (Amélioration)	Financé par BAD	0,25 (Réhabilit.)	Financé par BAD
Sous-total			4,15 ha	4,50 ha
Kita				
Founia Moribougou			Extension 2,0 ha	
Kodialan	6 ha (Extension)	Abandonné	Extension 0,9 ha	
Niantanso	50 ha nouveaux	Abandonné	Extension 1,7 ha	
Sanansaba	30 ha nouveaux	Abandonné	Extension 2,0 ha	
Sous-total			6,6 ha	8,0 ha
Kangaba				
Kéniégué			2,0 ha Extension	
Koblani			2,0 ha Extension	
Banancoro	130 (Aménagement submersion)	137 (Aménagement submersion)	1,5 Aménagement	
Total			5,5 ha	6,0 ha

Source : Rapport final PSSA

5.2. Intensification des productions végétales

L'activité première de la composante intensification a consisté à faire former par les AVB des paysans démonstrateurs organisés par groupes de 25 en utilisant l'approche formative des Champs écoles paysannes (CEP). Chaque démonstrateur devait conduire une parcelle de démonstration au niveau de son exploitation et former d'autres paysans. Les paquets techniques vulgarisés ont concerné les variétés sélectionnées, les modes de semis, les doses et dates d'application des fumures organique et minérale, les opérations de récolte et post-récolte. Les CEP n'ont porté que sur le riz irrigué en raison de l'insuffisance des itinéraires techniques sur le riz de submersion et le maïs. On a touché ainsi 479 paysans facilitateurs sur les 575 prévus, avec 4 agents techniques facilitateurs des 14 CEP sur les 24 prévues.

Concernant le maraîchage à Kita et Mopti, on a touché ainsi 611 paysans avec 8 agents techniques facilitateurs sur 11 CEP. En ce qui concerne le maïs et le sorgho, ce dernier ajouté

⁷ A Mopti, certains périmètres maraîchers ont été réalisés dans le cadre des PIV.

après la revue à mi-parcours pour tenir compte des habitudes alimentaires locales, le PSSA a uniquement financé des parcelles de démonstrations, en mesure de 405 pour le maïs et 6 pour le sorgho. Pour les cultures maraîchères, il y a eu 1557 paysans démonstrateurs (83 % des prévisions) et environ 17 ha de superficies cultivées (75 % des prévisions). Le PSSA a également introduit des semences sélectionnées plus productives placées chez des paysans démonstrateurs, pour les cultures de riz, maïs, niébé, sorgho et pour le maraîchage. Enfin, il a vulgarisé quelques techniques concernant le maintien de la fertilité des sols sur le riz à Mopti, comprenant la fumure organique, l'enfouissement des résidus de récolte, les apports raisonnés de fumure minérale, la gestion intégrée de la production et des déprédateurs. Le PSSA libyen a aussi vulgarisé des techniques de culture pour le niébé à Kangaba, à savoir le paillage du sol, la culture associée niébé/maïs et les cordons pierreux.

Un des principaux objectifs de cette composante était de mettre en place un système fiable de crédit de campagne pour les intrants et équipements agricoles. Comme on l'a vu, ce crédit a été fait sous forme d'un apport en nature considéré comme un prêt remboursable aux bénéficiaires regroupés en comités de gestion et formés à la gestion et la maîtrise des activités concernées. Les fonds de roulement étaient individualisés par sites et par activités. Ces fonds de roulement ont surtout concerné les engrais et les équipements agricoles (cf. Tableau N° 3). Au total, le PSSA libyen a financé en trois campagnes 105 tonnes d'engrais répartis chez 899 paysans démonstrateurs pour le riz, 54 tonnes d'engrais pour le maïs répartis chez 400 paysans démonstrateurs, 1050 tonnes d'engrais pour le sorgho à Kita et Kangaba, et 5,4 tonnes pour les maraîchage à Mopti et Kita.

Tableau N° 3 : Equipements distribués dans le cadre des composantes intensification et diversification (Coût total 54,9 millions FCFA)

Désignation	MOPTI		KITA		KANGABA		PSSA	
	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé
Riz/Maïs								
Charrettes	52	32	40	23	30	22	122	77
Charrues	48	36	16	10	24	15	88	61
Herses	48	41	16	2	24	13	88	56
Paire de Bœufs	40	28	32	18	16	10	88	56
Anes	13	5	20	0	0	0	33	5
Multiculteurs	0	0	16	0	0	0	16	0
Semoirs	0	0	20	0	0	0	20	0
Batteuses	0	0	2	2	0	0	2	2
Moulins Multifonct.	0	0	2	2	0	0	2	2
Décortiqueuses	0*	2*	2	2	2*	0	4	4
Maraîchage								
Grillage	0	850	1100	2925	0	200	1100	3975
Cornière	0	200	100	550	0	50	100	800
Fil d'attache	0	4	6	16	0	1	6	21
Fil galvanisé	0	40	16	106	0	10	16	156
Brouettes	90	83	50	27	30	30	170	140
Arrosoirs	310	240	50	76	25	25	385	341
Binettes	320	257	50	85	25	25	395	367
Découpeuse échalote	3	0	2	0	0	0	5	0
Séchoir solaire	3	0	2	0	0	0	5	0

Source : Rapport final PSSA

Le PSSA libyen a dispensé des formations en gestion financière, gestion coopérative et structuration et fonctionnement des organisations paysannes. Ces formations n'ont que légèrement servi à renforcer les liens entre agriculteurs et caisses mutuelles. Le détail des différentes formations est donné au Tableau N° 4.

Tableau N° 4 : Formation des AGV et des producteurs dans le cadre de la composante intensification agricole

Année	Thèmes	Dates	Spéculation	Mopti				Kita				Kangaba				Total Part.	Coût
				Réalizations (participants)				Réalizations (participants)				Réalizations (participants)					
				Agt	Prod	Total	Coût	Agt	Prod	Total	Coût	Agt	Prod	Total	Coût		
2004	1. Paquet d'intensification de la production	12-14/06 et 17-21/06	Riz	4	118	122	156.000	4	67	71	56.850	4	47	51	53.375	244	266.225
		12-14/06	Maïs	-	0	0	0	5	212	217	-	4	47	51	-	253	-
	2. Production de semences sélectionnées	17-21/06	Riz	4	118	122	pm	-	-	-	-	-	-	-	-	122	-
	3. Intensification du maraîchage par la GIPD	26-28/10 et 09-10/11 et 15-17/12	Maraîchage	4	281	285	186.000	5	276	281	81.000	4	211	215	81.000	781	348.000
	Total						342.000				137.850				187.750		614.225
2005	1. Paquet d'intensification de la production	26-28/05 et 31/05-02/06 et 08-10/06	Riz	4	108	112	96.000	5	136	141	105.000	4	17	21	53.375	244	254.375
		26-28/05 et 31/05-02/06	Maïs	-	0	0	0	5	38	43	-	4	34	38	-	76	-
	2. Production de semences sélectionnées	08-10/06	Riz	4	108	112	pm	-	-	-	-	-	-	-	-	112	-
		26-28/05 et 31/05-02/06	Maïs	-	0	0	0	5	38	43	-	4	34	38	-	81	-
	3. Intensification. du maraîchage par la GIPD	06-12/03 et 27/03-02/04	Maraîchage	4	281	285	431.360	5	276	281	347.840	-	-	-	-	566	779.200
Total						527.360				452.840				53.375		1.033.575	
2006	1. Paquet d'intensification de la production	06-12/06 et 13-17/06 et 22-26/06	Riz	4	253	257	156.000	5	90	95	105.000	4	63	67	96.000	419	357.000
		26-28/05 et 31/05-02/06	Maïs	-	0	0	0	5	76	81	-	4	43	49	-	130	-
	2. Production de semences sélectionnées	22-26/06	Riz	4	253	257	pm	-	-	-	-	-	-	-	-	122	-
		26-28/05 et 31/05-02/06	Maïs	-	0	0	0	5	76	81	-	4	43	49	-	130	-
	Total						156.000				105.000				96.000		357.000

Source : Rapport final PSSA

Dans l'ensemble, les activités de la composante ont été productives. Cependant, le riz NERICA n'a pas été diffusé (il était prévu en 2006 mais n'a pu être diffusé) alors que les zones du sud du Mali comme Kangaba et Kita sont propices à cette culture. Il n'était pas connu en 2001 lors de la rédaction du document de projet mais il aurait dû être testé dès 2004-2005. Les fonds de roulement ne sont pas suivis, tant au niveau des bénéficiaires (cas des fonds remboursés en nature) qu'au niveau des dépôts dans les institutions financières. Comme pour les autres volets, malheureusement on a conduit les formations en regroupant les AVB et les bénéficiaires dans une même session.

5.3. Diversification

La composante diversification s'est focalisée sur cinq types d'activités, à savoir l'aviculture villageoise améliorée, l'élevage de petits ruminants, l'apiculture, la promotion des activités de transformation des productions agricoles et l'agro-foresterie.

A l'atelier de lancement on a décidé d'unifier les interventions pour l'aviculture dans un système avec deux niveaux de production, le premier pour la reproduction et le deuxième pour l'engraissement, mais ce système n'a pas réussi pour des raisons diverses. Au démarrage de l'activité, chaque bénéficiaire de niveau 1 (naisseurs) avait reçu 40 poules et 4 coqs. Il devait vendre des poussins de 1 mois à un bénéficiaire de niveau 2 (482 poussins y étaient prévus) qui devait les engraisser jusqu'à l'âge de 6 mois et les revendre. Au bout du compte, bien qu'ayant bénéficié de couveuses, le niveau 2 n'avait pas les moyens d'acheter les poussins chez les producteurs de niveau 1. Le niveau 1 n'a pas pu vendre ses poussins sur le marché car on y demandait des poussins plus âgés. Finalement, les producteurs du niveau 1 ont fini par vendre leurs poulets à l'âge de 5 à 6 mois sur le marché de pintades.

Le plus souvent, les bénéficiaires de l'activité d'élevage naisseur/engraisseur ont été des femmes (9/9 à Mopti, 13/20 à Kita, 3/6 à Kangaba). La race des petits ruminants a été variable selon les régions et les demandes : Bali-Bali à Mopti, chèvres du Sahel à Mopti, moutons Djallonké métis à Kita et Kangaba (au total 43 unités dont 22 pour des femmes). Des chèvres Guéra ont été placées en démonstration en zone périurbaine de Bamako.

En apiculture, 3 groupements ont été assistés à Kangaba et 5 l'ont été à Kita. Un expert camerounais a apporté des techniques nouvelles de fabrication des ruches mais, bien qu'appréciées, les nouvelles ruches n'ont pas été adoptées.

Dans le cadre de la promotion des activités de transformation des produits agricoles, le PSSA a équipé 4 groupements (2 à Kita, 2 à Kangaba) de moulins multifonctionnels (batteuse à riz, moulin à mil, vanneuse améliorée). Il a aussi formé des comités de gestion à l'entretien et à la gestion de ces moulins. En agroforesterie, on a planté 2000 plants à Kouby 2 (Mopti) avec une bonne réussite (90 %).

L'évaluation de la composante est très positive pour l'élevage des petits ruminants qui a été un succès : les remboursements en nature des prêts en animaux ont commencé rapidement, parfois dès 2005. Les faiblesses concernent essentiellement l'aviculture villageoise qui a été un échec dû aux maladies et au manque de ressources financières des bénéficiaires pour payer les soins sanitaires et les compléments alimentaires et minéraux, ainsi que la demande du marché. Le placement de chèvres Guéra, bien que réussi, n'a touché qu'un bénéficiaire individuel près Bamako et n'était pas du ressort du PSSA, ni par sa localisation ni par son approche. Le problème de l'apiculture a été la commercialisation du miel à Kangaba, malgré les faibles quantités produites (environ 725 kg en 2006 pour un prix de 725.000 FCFA). A Kita la gestion des groupements d'apiculture n'a souvent pas été transparente et la production n'a jamais vraiment décollé.

Tableau N° 5 : Récapitulatif des activités de diversifications prévues et réalisées

Activités (Kita)	Lieux	Date de démarrage		Nombre de paysans concernés	
		Prévue	Réelle	Prévu	Réel
Promotion d'unités de moutons de race Djallonké ou de chèvres	Niantanso, Sanansaba, Balandougou	Juin – novembre 2004	Octobre 04 – janvier 05	14	14
Mise en place d'unités avicoles	Niantanso Sanansaba Balandougou	Janvier 2005	Mars 2005	15	15
Promotion d'unités apicoles	Founia, Kodialan, Niantanso, Sanansaba, Balandougou	Juin – novembre 2004	Décembre 2004	5 groupements	5 groupements
Suivi sanitaire et zootechnique des unités d'élevage de petits ruminants et volailles	Niantanso, Sanansaba, Balandougou	Janvier 2005	Janvier 2005	3 sites	3 sites

Activités (Mopti)	Lieux	Date de démarrage		Nombre de paysans concernés	
		Prévue	Réelle	Prévu	Réel
Promotion d'unités de moutons Bali – Bali	Koubi, Tongorongou, Komio, Sinah	Juin – novembre 2004	Janvier – février 2005	16 femmes	16 femmes
Mise en place de 7 unités d'élevage de chèvres	Komio (5), Tongorongou (2)	Janvier – février 2005	Janvier – février 2005	7 femmes	7 femmes
Mise en place de l'agro foresterie et pépinière ⁸	Koubi Komio	Avril – juin 2005	Août 2006	Communauté villageoise	Communauté villageoise
Suivi sanitaire et zootechnique des unités d'élevage de petits ruminants	Tongorongou, Sinah, Komio, Koubi	Juin 2005	Janvier 2005	4 sites	4 sites

Activités (Kangaba)	Lieux	Date de démarrage		Nombre de paysans concernés	
		Prévue	Réelle	Prévu	Réel
Promotion d'unités d'élevage de moutons de race djallonké ou de chèvres	Kéniégué, Koblani, Banancoro	Juin – novembre 2004	Octobre 2004	6 femmes	6 femmes
Promotion d'unités avicoles	Kéniégué, Koblani, Banancoro	Juin – novembre 2004	Octobre 2004	6	6
Promotion d'unités apicoles	Kéniégué, Koblani, Banancoro	Juin – novembre 2004	Décembre 2004	3	3
Suivi sanitaire et zootechnique des unités d'élevage de petits ruminants et de volaille	Koblani, Banancoro	Janvier 2005	Janvier 2005	2	2

Source : Rapport final PSSA

5.4. Analyse des contraintes

La confusion entre les activités de diagnostic participatif, de suivi & évaluation contenue dans le document de projet s'est répercutée tout au long de la mise en œuvre de cette composante.

⁸ Une parcelle grillagée de 1,5 ha a été plantée en eucalyptus (2000 plants) à Koubi, Appui pour l'entretien de la parcelle de reboisement des jeunes de Komio.

L'analyse des contraintes proprement dite a été effectuée de manière informelle et limitée au niveau local (unité de démonstration et/ou village) sans que cela ait beaucoup d'effet. Par exemple, dans le cas de l'élevage avicole, les techniciens de terrain ont écrit dans les rapports transmis à l'UCN que les producteurs de niveau 2 n'avaient pas les moyens d'acheter des poussins d'un mois. Mais comme il n'était pas prévu que les producteurs de niveau 2 aient des crédits pour acheter des poussins, l'UCN n'a rien fait. Les contraintes à un niveau supérieur (commune, cercle, région) devaient être analysées et discutées lors d'un atelier national, mais cette activité n'a pas été réalisée.

6. Evaluation de la gestion

6.1. Programmation

La période entre la conception du projet (mai 2001) et l'atelier de lancement en janvier 2004 aurait pu être consacrée à une mise au jour du contenu des composantes et du plan de travail. En effet, une dose de flexibilité aurait pu être apportée aux directives du document de projet pour tenir compte de la réalité du terrain au moment de la mise en œuvre. Ces directives ont malheureusement souvent été considérées comme devant être exécutées à la lettre par les agents chargés de la mise en œuvre du projet.

L'exécution du PSSA se faisait dans le cadre de Programmes de travail et budget annuels (PTBA). En règle générale, les PTBA ont été approuvés avec un grand retard, ce qui a évidemment s'est répercuté négativement sur la mise en œuvre.

	<u>Atelier de lancement</u>	<u>PTBA 2004</u>	<u>PTBA 2005</u>	<u>PTBA 2006</u>
Dates d'approbation --- >	Janvier 2004	Juillet 2004	Juin 2005	Mai 2006

En plus du retard dans la programmation des PTBA, la programmation des activités a surtout souffert des retards dans l'exécution des aménagements hydro-agricoles prévus dans la composante maîtrise et gestion de l'eau. Les retards dans l'exécution ont conduit à prolonger le PSSA de six mois jusqu'en fin juin 2007 pour essayer de terminer les travaux d'aménagement prévus.

6.2. Suivi & évaluation

En ce qui concerne le S&E, un consultant local a élaboré une situation de référence de mars à mai 2005, soit près d'un an après le démarrage effectif du projet. Il a aussi identifié et analysé les contraintes agro-écologiques et socio-économiques des sites concernés. Ce consultant a ensuite préparé entre août et décembre 2005 un système de S&E à partir du système de S&E du PSSA précédent financé par les Pays Bas⁹ ainsi que de documents du siège de la FAO et du Gouvernement du Mali. Ses rapports ont été amendés et validés par un atelier national en décembre 2005. Par la suite, des formations ont été organisées en début 2006 à l'intention des agents des trois coordinations régionales (3 coordinateurs, 4 spécialistes d'élevage, 10 AGV) et des 47 membres des bureaux des comités villageois de gestion. Le système a été mis en place et évalué en fin 2006. C'est seulement à partir de 2007 que les rapports semestriels ont été élaborés sur la base de l'information collectée dans des fiches de S&E. Les paysans étaient des parties prenantes de la mise en place de ce système. En fait, certaines fiches étaient remplies par le secrétaire du comité de gestion du groupement et d'autres l'étaient par les AGV. Il faut noter que la mission n'a pas pu disposer d'information sur la performance des fonds de roulement et leur remboursement.

⁹ Ce système n'avait pas d'indicateurs d'effets.

6.3. Gestion financière

La gestion financière du PSSA était de la responsabilité de la Représentation de la FAO qui gérait les ressources en fonction de ses procédures, une fois que les PTBA étaient approuvés et inclus dans le logiciel comptable Oracle de la FAO. L'UCN, quant à elle, était chargée de la mise en œuvre technique des activités prévues dans les PTBA selon les quatre composantes du PSSA. A cet effet, elle soumettait sous forme de mémorandum des demandes de paiements assorties d'une note explicative et de factures pro forma au besoin. Les délais d'approbation étaient en moyenne de 4 jours pour les dépenses courantes et d'un mois au moins pour les fournitures et les grosses dépenses d'équipement supérieures à 25000 dollars EU, qui faisaient l'objet de contrats passé par le siège à Rome. Une petite caisse d'avance avait été mise à la disposition du coordonnateur national pour les menues dépenses.

Les dépenses faites suivant les catégories Oracle de la FAO ne sont pas ventilées par composantes du PTBA. Il a donc été difficile pour l'UCN de gérer un budget d'exécution du projet sans savoir combien a été dépensé par composante/activité. D'ailleurs, l'UCN ne disposait pas de toutes les dépenses effectuées aux différents niveaux, par exemple celles liées aux consultants internationaux. On a déjà noté plus haut que la passation et le paiement des contrats de travaux publics avaient fait l'objet de grands retards au niveau du Mali pour leur préparation comme de la FAO Rome pour leur approbation, passation et paiement. La FAO a partiellement pris conscience du problème en relevant en 2005 le plafond de 25000 à 50000 dollars EU pour les marchés devant être passés par le siège.

Tableau N° 6 : Comparaison des dépenses selon les révisions budgétaires

Nature des dépenses	Initial	Révision B	Révision C	Révision D	Révision E
Salaires de professionnels	162.600	0	0	0	0
Salaires administratifs	45.000	27.698	27.698	30.834	40.382
Consultants internationaux	0	30.000	30.000	18.339	33.339
Consultants locaux	0	12.100	12.100	56.409	56.409
Personnel du projet	0	80.114	80.114	38.451	38.451
Contrats	689.095	689.095	689.095	873.328	873.328
Heures supplémentaires	0	5.663	5.663	5.190	5.190
Voyages	21.000	45.798	55.978	64.172	64.572
Formations	66.650	76.284	76.284	70.391	56.730
Consommables	3.822	573.531	548.531	374.165	348.746
Équipements	167.000	118.958	118.958	135.364	135.364
Appui opérationnel FAO	99.260	99.260	99.260	65.358	65.358
Fonctionnement	614.733	110.465	125.465	139.542	151.229
Ajustement	-13	1	1	1	0
Charges FAO (7%)	130.840	130.840	130.840	130.840	130.840
Total	1.999.987	1.999.987	1.999.987	1.999.987	1.999.987

Source : FPIMS

L'évaluation n'a pu disposer de tableaux de dépenses par composantes et par années qu'on aurait pu comparer au budget initial et aux PTBA pour vérifier la vitesse de consommation des crédits par composante ainsi que les ajustements entre composantes faits dans le cadre des révisions budgétaires annuelles. Une analyse des quatre révisions budgétaires nous renseigne sur le fait que les dépenses ont finalement peu varié par rapport aux prévisions, sauf pour le personnel : les cadres du projet étaient tous des fonctionnaires recevant des indemnités et non des salariés. Les contrats de travaux ont augmenté de 27 % en raison de la dépréciation du dollar EU et d'une sous-estimation des coûts, cela malgré des suppressions d'ouvrages (bas-

fonds à Kita, 28 puits au lieu de 65) et une certaine diminution de la qualité (absence de latéritage sur la digue de Banancoro).

En ce qui concerne l'échéancier des dépenses, on ne possède que les données de la revue à mi-parcours qui avait constaté que, à mi-parcours, seulement un tiers des crédits avait été dépensé, la composante maîtrise et gestion de l'eau étant la plus en retard. Finalement, malgré l'absence de gestion financière proprement dite, la gestion a été prudente et a suivi plus ou moins les prévisions.

7. Evaluation des effets et de l'impact

Les résultats de l'enquête d'évaluation par les bénéficiaires (cf. Annexe 3) triangulés avec les visites de terrain effectuées par la mission permettent de formuler des constats sur les changements au niveau d'un certain nombre d'indicateurs d'effets, à savoir la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des ménages bénéficiaires, les niveaux de productions et ventes, l'accès aux intrants et moyens de production, et la diffusion des activités au-delà des bénéficiaires directs du PSSA libyen.

Il est parfois difficile de distinguer ce qui provient réellement du PSSA libyen de l'apport d'autres projets antérieurs. Par exemple, à Mopti, des périmètres rizicoles alimentés par pompage existaient depuis près de 20 ans à proximité du site de Tongorongo. A Tongorongo même, existait un périmètre ancien qui a été réhabilité et où d'autres projets avaient fourni une motopompe, planté des arbres autour du périmètre, créé une banque de céréales.

Enfin, il convient de rappeler que, après l'invasion des sauterelles en août 2004 qui a été désastreuse, les quatre années suivantes ont connu une bonne pluviométrie, ce qui entraîne de meilleurs rendements pour les cultures sèches et même les cultures de submersion contrôlée comme à Banancoro. Les bénéficiaires eux-mêmes ont reconnu que les pluies avaient été meilleures que durant la période précédent le projet. Cela a pu jouer un rôle dans leur appréciation du PSSA.

Sécurité alimentaire et moyens d'existence

Selon les déclarations des enquêtés, les bénéficiaires estiment manger plus grâce aux semences améliorées, à l'apport d'engrais et de fumure organique. Ils mangent mieux car le maraîchage permet d'améliorer la sauce par l'apport de légumes, et peuvent aussi nourrir plus de personnes. En général, l'autosuffisance alimentaire a augmenté de plus de deux mois par an, bien que de manière inégale dans les différents sites. Une partie des bénéficiaires a changé ses mode de survie lors des périodes de soudure : par exemple à Tongorongo la culture du riz de contre saison a limité la période de soudure ; à Niantanso et Banancoro les améliorations de rendements du maïs et de riz ont réduit le nombre de ménages confrontés à la soudure ; le maraîchage a aussi permis d'obtenir des revenus monétaires. D'une manière générale, la qualité de vie des hommes et des femmes s'est améliorée : on mange plus et mieux ; on s'habille mieux ; on s'équipe davantage ; on commence à construire des maisons couvertes de tôles ; les frais de scolarité des enfants sont payés à temps ; on a abandonné l'orpaillage qui était une activité exténuante et aléatoire pour le maraîchage qui paie à coup sûr.

Production et ventes

La plupart des bénéficiaires interviewés estime que la production a augmenté grâce aux améliorations techniques apportées par le PSSA, grâce à une extension des surfaces cultivées et à une augmentation des rendements. La production de céréales vendues a peu augmenté sauf à Niantanso, ce qui y a entraîné l'ouverture d'un marché hebdomadaire. Elle aurait même

stagné ou diminué à Tongorongo où les parcelles aménagées par le projet sont trop petites. En revanche, le maraîchage peut être vendu sur les centres urbains de Mopti, Kangaba et Kita.

Les dépenses ont augmenté pour une large majorité des enquêtés à cause de l'accroissement des charges d'exploitation ou d'entretien des animaux ainsi que de celui des charges familiales. La charge de travail a aussi augmenté, les charges nouvelles (diversification, extension des surfaces cultivées, intensification des pratiques culturales, transport de l'eau d'arrosage...) n'étant pas compensées par la suppression du sarclage et son remplacement par les herbicides (d'ailleurs attaqués par certains).

Il est intéressant de noter le changement des spéculations productrices de revenus à Banancoro (passage du tabac exporté aux cultures diverses) et à Niantanso (passage du coton à des cultures diversifiées et à l'élevage).

Accès aux intrants, infrastructures et équipements, savoir technique et crédit

Les bénéficiaires pensent que les intrants fournis par le PSSA libyen étaient de qualité, mais que les équipements agricoles ont été en quantités insuffisantes. La majorité des bénéficiaires affirme avoir appris de nouvelles techniques et/ou activités, mais ces succès sont aussi attribuables à la synergie avec les programmes de développement rural anciens ou en cours comme l'ORM, le PDRIK et l'OHVN. Grâce au PSSA libyen, l'accès au crédit s'est amélioré, principalement pour les intrants agricoles et l'équipement. Le fonctionnement de ce crédit commence à être grippé à cause de non remboursements de plus en plus fréquents. D'autres sources de crédit existent dans quelques sites. Les femmes n'ont accès qu'au crédit maraîchage et doivent souvent se contenter du crédit informel.

L'accès à l'eau a augmenté pour la plupart des enquêtés, mais ce n'est pas le cas là où les aménagements sont trop petits par rapport à la demande (Tongorongo, Banancoro, Niantanso, Founia) et où les puits maraîchers ne sont pas assez profonds (plus d'un kilomètre à faire en saison sèche pour amener l'eau à Niantanso). Si la gestion du périmètre de Tongorongo par un comité de gestion (déjà ancien) apparaît bonne, celle de Banancoro n'est pas encore mise en place. Les associations de femmes se plaignent de n'avoir pas été formées à la gestion des périmètres maraîchers et d'être écartées des comités de gestion des périmètres rizicoles. Il faut aussi rappeler que l'exécution du PSSA libyen a été concomitante à la construction de pistes rurales, d'où des améliorations possibles et constatées par les bénéficiaires enquêtés sur l'accès aux marchés dans les trois sites, y compris la création d'un marché à Niantanso. Cela a aussi favorisé l'accès aux intrants pour l'agriculture ou l'élevage.

Concernant la diversification, les enquêtés pensent que même si le PSSA libyen ne s'est pas investi dans l'amélioration de la conservation par le stockage des productions, il a entraîné un changement positif dans la transformation des produits grâce aux décortiqueuses et batteuses ainsi qu'aux plates formes multifonctionnelles. A Banancoro, ces opérations ont cependant été accaparées par les hommes.

La presque totalité des personnes interrogées lors des entretiens de la mission sur le terrain et l'enquête d'évaluation par les bénéficiaires a déclaré avoir adopté les technologies introduites par le PSSA libyen, sauf pour l'élevage à Tongorongo et Banancoro. Les nouvelles spéculations ont aussi été adoptées, surtout les céréales. Des échecs ont concerné l'élevage des petits ruminants, l'aviculture (sauf à Niantanso) et l'apiculture, faute de débouchés.

Dissémination au-delà des bénéficiaires

L'enquête d'évaluation par les bénéficiaires reporte que la majorité des non bénéficiaires interrogés ont entendu parler du PSSA, les actions les plus connues étant l'élevage à cycle court, le maraîchage et l'irrigation. Deux tiers de ces non bénéficiaires ont essayé de joindre le

PSSA, mais n'y sont pas arrivés pour diverses raisons. Certains ont essayé de copier ce qu'ils avaient vu et dans la plupart des cas le résultat a été bon. Ils espèrent donc que le PSSA étendra ses activités de manière qu'ils soient eux aussi concernés.

La réplique d'une technique dépend surtout de sa complexité et de son coût, une technique étant plus susceptible d'être répliquée quand il n'y a pas besoin de moyens financiers supplémentaires, comme dans le cas des semences améliorées et du petit élevage ainsi que des pratiques culturales adaptées sur le riz à Tongorongo.

8. Appréciation de la durabilité des effets

La pérennité des changements dépend largement du fonctionnement des organismes de gestion mis en place (groupements et coopératives) ainsi que de la gestion des fonds de roulement. A propos de ce dernier, le dysfonctionnement du système de crédit et de fonds de roulement mis en place par le PSSA libyen est certainement le principal facteur qui limite sérieusement les perspectives de pérennisation et compromet et la durabilité et le développement des activités introduites.

La non transparence de la gestion des groupements entraîne la rupture de la chaîne de transmission des fonds de roulement d'un membre à l'autre. Dans le cas des petits ruminants, le cycle complet pour que tous les membres d'un groupement bénéficient du PSSA libyen peut atteindre plusieurs dizaines d'années¹⁰, d'où un risque évident de rupture de ce cycle.

La durabilité des investissements construits et équipements donnés dans le cadre de la composante maîtrise de l'eau est faible. Différents facteurs sont à l'origine de cette faiblesse, parmi lesquels on trouve le non provisionnement des sommes nécessaires pour remplacer les motopompes dans les PIV¹¹, le manque d'entretien des infrastructures à Banancoro, d'autant plus que celles-ci ne sont pas construites de façon très durable, et le montant des redevances d'entretien, qui n'y est d'ailleurs pas encore fixé. Les périmètres maraîchers féminins commencent à être abandonnés car les revenus qu'en tirent les femmes sont faibles pour une quantité de travail importante. D'ailleurs, déjà les motopompes de Kita sont abandonnées et les pompes à pédales le sont en grande partie. En outre, certains points d'eau n'ont pas d'eau toute l'année et, en cas d'années sèches, risquent de tarir très tôt avant même la fin des irrigations.

Dans les composantes intensification et diversification, les perspectives de pérennisation sont menacées par un approvisionnement en intrants qui n'est pas toujours facile dans les sites se trouvant loin des villes principales, et par des prix élevés comme dans le cas des engrais. Ils concernent aussi les épizooties qui frappent les petits ruminants et les volailles.

En revanche, un facteur très favorable à la durabilité des effets du PSSA libyen est que des structures d'appui technique permanentes avec des moyens financiers indépendants des aléas budgétaires (ORM, OHVN) continuent d'assister les bénéficiaires.

9. Recommandations

Les recommandations faites ici s'adressent au Gouvernement et aux la structure de gestion de projets futurs dans le cadre du PNSA, à la FAO et aux bailleurs de fonds. La formulation des recommandations tient compte du fait que la FAO a terminé la phase pilote du PSSA au Mali aussi bien que dans les autres pays où elle l'a mis en oeuvre.

¹⁰ Ce risque est fréquent aussi dans les tontines traditionnelles.

¹¹ Actuellement des comptes sont ouverts mais on ne sait pas s'ils sont correctement provisionnés.

Pour le Gouvernement et les structures d'exécution des projets

1. Améliorer la conception des projets futurs par une attention majeure aux spécificités des sites choisis, aussi bien techniques (p. ex. hydrogéologie) que sociales (p. ex. rôle des femmes dans l'agriculture et l'élevage) et économiques (p. ex. existence de débouchés et de voies d'accès), et intégrer une analyse approfondie des contraintes avant le début du projet sans en faire une composante du projet.
2. Incrire les projets d'investissement (grandes infrastructures d'irrigation) dans la durée, et estimer les coûts de manière réaliste en tenant compte des imprévus physiques et des délais de construction.
3. Concevoir et introduire des systèmes d'irrigation efficaces pour les cultures maraîchères (point d'eau, mais aussi exhaure et transport de l'eau jusqu'aux plantes) en tenant compte des besoins des femmes qui pratiquent ces cultures la plupart du temps.
4. Promouvoir davantage d'efforts de diversification dans le stockage, la commercialisation, la transformation et la conservation des productions agricoles et d'élevage pour diversifier les sources de revenus et réduire ainsi la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire.
5. S'assurer qu'il y ait une même structure de pilotage fonctionnelle tout au long de la mise en œuvre des futurs projets.
6. En s'inspirant du système de S&E finalisé mais seulement partiellement opérationnalisé et testé lors du PSSA libyen, mettre en place un système de S&E commun à tous les projets de sécurité alimentaire. Ce système doit être simple, performant et utile, incluant une situation de référence à finaliser la première année par un diagnostic participatif, ainsi qu'un nombre limité d'indicateurs d'effets à collecter périodiquement en plus des indicateurs usuels de performance et d'exécution des activités. Il n'y a pas lieu de donner à l'analyse de contraintes le statut de composante de projet.
7. Élaborer dès le démarrage des projets un manuel de procédures détaillant les rôles et les responsabilités des acteurs impliqués et les délais des différentes étapes de mise en œuvre (PTBA, rapports, etc.). Ce manuel doit comprendre une partie sur le choix des bénéficiaires ainsi que les mécanismes et modalités de mise à la disposition des fonds de roulement pour chaque activité ainsi que les modalités et responsabilités de recouvrement.
8. Renforcer les partenariats avec les services techniques de l'état et les autres projets de développement oeuvrant dans les zones du projet.
9. Renforcer les partenariats avec les IFD, en particulier pour les sommes importantes et pour le crédit futur aux groupements ; canaliser le financement des différentes activités dans les circuits financiers existants (caisses, mutuelles, autre) en utilisant leur savoir faire (contractualisation en langues locales, système d'intérêts moratoires, réseau d'animateurs autochtones, système de suivi financier de la mutuelle) là où ils existent. Pour les crédits de campagne (semences dans la composante intensification) et les crédits d'élevage (petits ruminants dans la composante diversification) garder les mêmes modalités de remboursement en nature à l'intérieur du groupement.

Pour la FAO

10. En tant qu'agence des Nations Unies spécialisée dans la sécurité alimentaire, accompagner le Gouvernement dans la mise en cohérence de l'Initiative 166 avec le PNSA.. Au-delà de cet appui stratégique, la FAO devra fournir au Gouvernement un appui technique dans ses domaines de compétence ainsi qu'un appui dans la mobilisation des ressources financières manquantes à l'opérationnalisation du PNSA.
11. Faciliter l'échange d'information financière avec les parties nationales, en établissant des états de dépenses par composante et sous composante en rapport avec les PTBA approuvés et non par catégories de dépense Oracle.

Pour les bailleurs de fonds actuels et futurs du PNSA

12. La Libye et les bailleurs de fonds qui seront intéressés à contribuer au financement de projets dans le cadre du PNSA devraient le faire en régime d'exécution nationale.

ANNEXES

- 1. Calendrier de mission et personnes rencontrées**
- 2. Liste des documents consultés**
- 3. Enquête d'évaluation par les bénéficiaires**

Annexe 1

Calendrier de la mission et Personnes rencontrées

Samedi 10	Arrivée à 21 heures de la mission (M. Carugi, chef de mission, Mme Ben Zid et M. Gadelle) et des personnes ressources (Mm. Nury et Zongo de la CEN-SAD, Mm. Al Mangush et El Omary du Ministère de l'agriculture de Libye)
Dimanche 11	Réunion de la mission avec M. Cheick Kamaté et Mme Bintou Nimaga, consultants chargés de l'évaluation par les bénéficiaires ; présentation de leur rapport ; discussion de celui-ci
Lundi 12	Entretiens avec Mm. Cheikh Bougady Bathily , chargé de programmes à la Représentation et Mm. Tibou Fayinké , directeur du PNSA au Commissariat à la sécurité alimentaire et ex coordonnateur national du PSSA Visite de courtoisie à Mme Mariam Mahamat Nour , Représentante de la FAO au Mali ; Présentation du projet à la mission par Mm Fayinké et ses collaborateurs Mm. Alassane Camara (responsable de la diversification), Abdoulaye Traoré (responsable de l'intensification) et Sidi Maiga (responsable de la Gestion de l'eau) ; discussions sur l'avancement du projet Organisation du programme de la mission et des visites de terrain
Mardi 13	Matin : Visite de courtoisie à Mme Lansry Nana Yaya Haïdara, Commissaire à la sécurité alimentaire et à M. Fousseyni Mariko , Secrétaire général du Ministère de l'agriculture Après midi : départ pour Kita de M. Carugi et Mme Ben Zid accompagnés de Mm. Nury et Almangush
Mercredi 14	Départ le matin pour une visite de terrain à Kangaba de Mm. Gadelle, Zongo et El Omari. Réunion avec Mm. Amadou Tangara , Ing. Agronome et Trouffo Boubacar Sidiki, Coordinateur du Programme Coton bio équitable Avec Mm. Tangara et Trouffo, visite de l'ouvrage de prise de la plaine de Banancoro, Discussion avec les bénéficiaires du PSSA de Banancoro et M. Adama Traoré , Secrétaire général de la Commune ; visite avec des bénéficiaires de l'aménagement rizicole et du périmètre maraîcher de Banancoro ; retour sur Kéniégué et réunion avec des bénéficiaires du PSSA de Kéniégué dans les locaux de la commune ; discussion sur les problèmes de l'apiculture Retour à Bamako le soir
Mercredi 14	Visite de terrain à Kita de M. Carugi et Mme Ben Zid,
Jeudi 15	Préparation de la présentation des conclusions préliminaires de l'évaluation
Vendredi 16	Réunion à la Représentation de la FAO (cf. liste des présents en annexe) Présentation par Mme Nimaga de l'évaluation par les bénéficiaires et discussion de sa présentation Restitution par la mission de son évaluation préliminaire et discussion de la présentation Visite de courtoisie à M. Olivier Durand , responsable de l'agriculture à la Mission résidente de la Banque mondiale A 17 heures, départ de la mission et des personnes ressources pour Niamey

REUNION DE RESTITUTION DE LA MISSION A BAMAKO (16 JANVIER 2009)

LISTE DES PRESENTS

Nom	Institution	Titre
Carlo Carugi	FAO	Chargé d'évaluation/Chef d'équipe
Zongo Gilbert	CEN-SAD	Chargé de programme/Personne ressource
Salem El-Omary	Ministry of Agr. Libya	Personne ressource
Nuri Hassan	CEN-SAD	Adviser
Saed Almangosh	Ministry of Agr. Libya	Development Administrator
Bintou Nimaga	Consultante	Membre de l'équipe d'évaluation par les bénéficiaires
Cheick Kamaté	Consultant	Chef de l'équipe d'évaluation par les bénéficiaires
Abdoulaye Traoré	Direction Nationale de l'Agriculture	Chargé de programmes
Alassane Camara	PNSA/CSA	Spécialiste en planification
Cheick Bougady Bathily	FAOML	Assistant FAOR
Siratigui Diallo	FAOML	Assistant FAOR
Becaye Sankharé	FAOML	Assistant FAOR
Tibou Fayinké	Unité de suivi du PNSA/CSA	Chef d'unité
Gadelle François	Mission FAO	Consultant
Rym Ben Zid	Mission FAO	Consultant
Aboubacar Sidiki Trouffo	OHVN	Coordinateur Programme Coton bio-équitable

REUNION DE TRAVAIL A KITA (14 janvier 2009)

LISTE DES PRESENTS

Nom	Fonction
Carlo Carugi	FAO Chargé d'évaluation/Chef de mission
Mody Dembélé	Chef de secteur P.I.
Rym Ben Zid	Evaluatrice FAO
Modibo Bouaré	Agent de base à Founia Moribougou
Saed Almangosh	Ministry of Agr. Libya, General Director of development administration
Hassan Nuri	Adviser, CEN-SAD
Hamady Traoré	Agent de volet élevage, Kita
Dongo Diabaté	Ex Coordinateur régional PSSA à Kita

Annexe 2

Liste des documents consultés

- Gora BEYE, consultant international, chef de mission, Brahim SANGARE, Représentant le Gouvernement du Mali, Projet GCP/MLI/024/LIB, Rapport de la mission quadripartite d'évaluation à mi parcours, 20 septembre au 1^{er} octobre 2005
- Moïse SONOU, Fonctionnaire Principal, Ressources en eau, aménagement et mise en valeur, RAFA, Appui technique aux projets UTF/MLI/025 et GCP/MLI/024/LIB, 16 – 31 mars 2006, Rapport 19 juillet 2006
- Ousmane Guindo, Food Security Officer, TCOS, Back to Office Report on mission to Mali, 25 to 31 May 2006, Rome 24 février 2007
- Moïse SONOU, Fonctionnaire Principal, Ressources en eau, aménagement et mise en valeur, RAFA, Appui technique aux projets UTF/MLI/025 et GCP/MLI/024/LIB, 07 – 23 Août 2006, Rapport 26 août 2006
- Division du centre d'investissement, Version préliminaire du document de projet, Rapport No: 01/036/SP-MLI, Date: 30 Mai 2001
- Synthèse de l'état d'exécution du Programme Spécial pour la Sécurité Alimentaire (PSSA-Mali), Février 2005
- Rapport semestriel, Période : 1er octobre 2005 au 31 mars 2006, Projet GCP/MLI/024/LIB
- Rapport semestriel, Période : 1er avril 2006 au 30 septembre 2006, Projet GCP/MLI/024/LIB
- Rapport semestriel, Période : 1er octobre 2006 au 31 mars 2007, Projet GCP/MLI/024/LIB
- Projet GCP/MLI/024/LIB, Plan de travail 2007, Budget couvrant la période de janvier à juillet 2007, Présenté par l'équipe de Coordination Nationale du PSSA, Février 2007
- (Rapport bilan triennal d'intensification, 2004-2005-2006), Sans date
- GCP/MLI/024/LIB, Rapport Terminal, Programme spécial pour la sécurité alimentaire, Phase I, Mali, Conclusions et recommandations du projet, Rapport préparé par l'équipe de Coordination Nationale du PSSA, Bamako, sans date
- Compte rendu de l'atelier de lancement du projet GCP/MLI/024/LIB phase 1 du Programme Spécial pour la Sécurité Alimentaire (PSSA) organisé conjointement par le Ministère Délégué chargé de la Sécurité alimentaire (MDCSA) et la représentation de la FAO au Mali, 8 et 9 janvier 2004
- Révision budgétaire: Oracle Trust Fund Project Budget, 23 Mar. 2005
- Révision budgétaire: Oracle Trust Fund Project Budget, 18 Aug. 2005
- Révision budgétaire: Oracle Trust Fund Project Budget, 29 Jun. 2006
- Révision budgétaire: Oracle Trust Fund Project Budget, 27 Nov. 2006
- Bécaye Sankharé, Ingénieur Zootechnicien Economiste, Etablissement de la situation de référence & identification et analyse des contraintes dans les sites du PSSA, Mai 2005
- Bécaye Sankharé, Ingénieur, Zootechnicien Economiste, Mécanisme de Suivi-évaluation en zone PSSA, Rapport final, Décembre 2005
- Projet GCSP/MLI/022/NET, Rapport de la mission d'évaluation tripartite, 07-28 octobre 2001, Document provisoire, Octobre 2001
- Décret No 03-176/P-RM du 25 Avril 2003 fixant le cadre institutionnel de la sécurité alimentaire au Mali
- Programme national de sécurité alimentaire (PNSA) de la période 2006-2015, 1ère phase quinquennale (2006-2010), Document de travail, 15 juin 2005
- Loi No 06-045 du 05 Sept 2006 portant Loi d'orientation agricole (LOA)
- Projet d'appui à la finalisation et au démarrage de la mise en oeuvre de l'Initiative d'accélération des OMD dans les 166 communes les plus vulnérables du PNSA (2008-2009)

Annexe 3

GCP/MLI/024/LIB

**PROGRAMME SPECIAL DE SECURITE ALIMENTAIRE
(PSSA)**

**Évaluation par les bénéficiaires du Programme
Spécial de Sécurité Alimentaire**

Mr Cheick KAMATE
Mme Bintou NIMAGA

Janvier 2009

SOMMAIRE

Résumé	
1. Contexte et objectif de l'étude	39
2. Méthodologie et échantillonnage	39
2.1 Méthodologie	39
2.2 Echantillonnage	40
2.3 Limites de l'étude	40
3. Présentation des sites enquêtés	41
3.1 Site de Tongorongongo	41
3.2 Site de Banancoro	41
3.3 Site de Niantanso	42
4. Interventions du PSSA dans les trois sites	42
5. Résultats de l'évaluation par les bénéficiaires	43
5.1 Sécurité alimentaire et moyens d'existence	43
5.1.1 Changements dans les moyens d'existence	43
5.1.2 Changements dans les disponibilités alimentaires	44
5.1.3 Changements dans le mode de survie	44
5.1.4 Augmentation dans le pourcentage de production vendue	44
5.1.5 Changements dans la qualité de vie	45
5.2 Productions et ventes	45
5.2.1 Productions	45
5.2.2 Ventes	46
5.2.3 Changements dans les dépenses	46
5.2.4 Changements dans la charge de travail	46
5.2.5 Changements dans les spéculations procuratrices de revenus	46
5.3 Accès par genre aux infrastructures, connaissances techniques et intrants	47
5.3.1 Utilisation d'intrants de qualité	47
5.3.2 Connaissance et application de nouvelles techniques et/ou activités	47
5.3.3 Accès au crédit	48
5.3.4 Accès à l'eau d'irrigation	48
5.3.5 Changements dans les systèmes de transformation/conservation	48
5.3.6 Difficultés rencontrées avec les nouvelles productions / techniques	49
5.3.7 Existence d'autres sources de crédit/intrants	49
5.3.8 Maîtrise de l'eau d'irrigation	49
5.4 Accessibilité et qualité des Infrastructures/intrants et services	50
5.4.1 Infrastructures d'irrigation et marchés	50
5.4.2 Intrants biochimiques	51
5.4.3 Services	51
5.5 Adoption de nouvelles technologies et/ou spéculations introduites par le projet	51
5.5.1 Adoption des technologies	51
5.5.2 Adoption de nouvelles spéculations	51
5.5.3 Suggestions des bénéficiaires	53
5.6 Perception du projet par les non bénéficiaires	53
5.6.1 Connaissance du PSSA	53
5.6.2 Initiatives en direction du PSSA	53
5.6.3 Attentes des non-bénéficiaires	54
5.7 Résultats des discussions de groupe dirigées	54
5.7.1 Contexte des villages et son évolution	54
5.7.2 Sécurité alimentaire et moyens d'existence	55
5.7.3 Productions et ventes	56
5.7.4 Accès par genre aux infrastructures, connaissances techniques et intrants de productions	56
6. Forces et faiblesses de l'intervention	56
6.1 Points forts de l'intervention	56
6.2 Points faibles de l'intervention	57
7. Conclusions/Suggestions	57
7.1 Conclusions	57
7.2 Suggestions	58
Annexes	

Sigles

1.	AGETIPE	Agence Générale des Travaux d'Intérêt Public pour l'Emploi
2.	CMDT	Compagnie Malienne des Textiles
3.	FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation
4.	OHVN	Office Haute Vallée du Niger
5.	ORM	Office Riz Mopti
6.	PADER	Programme d'Appui au Développement Rural
7.	PCAP	Projet de Consolidation des Associations Paysannes
8.	PDRIK	Projet de Développement Rural Intégré de la Zone de Kita
9.	PIV	Périmètre Irrigué Villageois
10.	PSSA	Programme Spécial de Sécurité Alimentaire
11.	SAM	Sécurité Alimentaire des Ménages
12.	SNU	Sécurité Nutritionnelle des Ménages

Résumé

En novembre et décembre 2008, une évaluation par les bénéficiaires des initiatives du Programme Spécial de Sécurité Alimentaire sur le financement libyen a été réalisée sur trois sites dans trois régions du Mali : Tongorongo dans la région de Mopti, Banancoro dans la région de Koulikoro, et Niantanso dans la région de Kayes.

L'objectif assigné à l'évaluation était de déterminer les résultats et l'impact initial des interventions tels que perçus par les bénéficiaires eux-mêmes en termes de changements positifs et/ou négatifs induits dans leur mode de vie, dans leur sécurité alimentaire, dans leurs niveaux de production et de vente, dans leur accès aux infrastructures, aux connaissances et aux intrants de production.

L'enquête a concerné 60 bénéficiaires sur les trois sites, 30 non bénéficiaires et s'est terminée dans chaque site par une discussion de groupe dirigée pour des besoins de triangulation.

Les résultats des investigations ont permis d'établir qu'en dépit de certaines lacunes, la mise en œuvre des initiatives du PSSA a permis d'atteindre les résultats escomptés dans une large mesure :

- La sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations-cibles a été améliorée dans bien des cas ;
- Les productions ont augmenté grâce à la diffusion de semences améliorées, à la fourniture d'engrais et d'équipements agricole, à la diversification des spéculations. Il s'en est suivie une certaine amélioration des niveaux de vente notamment à Niantanso ;
- Les hommes et les femmes (de manière moins systématique) ont eu un meilleur accès aux infrastructures d'irrigation, aux connaissances techniques pour la conduite de leurs activités, et aux intrants agricoles.

Les points forts de l'intervention résident dans :

- la réalisation de périmètres irrigués ;
- l'accroissement de la production céréalière ;
- le développement du maraîchage ;
- la diversification de la production agricole et non agricole ;
- la formation des producteurs en techniques de production ;
- l'introduction de semences améliorées ;
- l'équipement d'un certain nombre d'exploitants ;
- l'initiation d'activités nouvelles procuratrices de revenus ;
- la mise en place d'un système de crédit ;
- la mise en place d'un système d'approvisionnement en intrants ;
- la mise en place d'un fonds de roulement ;
- la mise en place de comités de gestion des infrastructures et des fonds de roulement ;
- l'implication des femmes dans les actions ;
- l'effet d'entraînement sur les non-bénéficiaires.

A côté de ces points forts, il y a aussi des points faibles dont :

- la faible fonctionnalité des infrastructures d'approvisionnement en eau des périmètres maraîchers ;

- le faible encadrement de l'aviculture et faible observation des consignes par les aviculteurs avec comme conséquence un faible résultat de l'activité sauf à Niantanso ;
- l'échec du volet élevage à cycle court à Banancoro et résultats mitigés à Tongorongongo à cause d'un accident de vaccination par l'agent vétérinaire dans le premier cas et du manque d'application des bénéficiaires dans le second cas ;
- l'insuffisance de transparence dans la gestion des fonds en rapport avec le choix des responsables ;
- le fonctionnement correct de la stratégie de développement en chaîne grippé par le refus des uns de respecter les règles du jeu : les bénéficiaires de première génération se sont simplement refusés à respecter leurs engagements de passer le témoin à d'autres et aucune sanction n'est prévue par rapport à tels comportements;
- l'établissement en retard de la situation de référence dans les sites du projet.

1. Contexte et objectif de l'étude

A travers la Communauté des Etats Sahélo-Sahariens (CEN-SAD), la Libye a financé comme précisé dans les termes de référence des initiatives du Programme Spécial de Sécurité Alimentaire (PSSA) dans cinq pays, à savoir le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Soudan et le Tchad.

Ces initiatives mises en œuvre dans la période 2004-2006 ont en commun l'objectif global d'améliorer sur une base durable la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales les plus vulnérables dans les pays concernés. Les objectifs spécifiques de ces programmes sont les suivants :

- l'utilisation durable et efficiente des ressources naturelles dont en particulier les ressources en eau ;
- l'augmentation de la production des cultures pluviales et irriguées ;
- la diversification des systèmes de production existants pour améliorer les revenus des populations-cibles ;
- l'amélioration de la capacité des bénéficiaires dans la prise de décision aux niveaux planification, mise en œuvre, suivi des actions et analyse des contraintes.

Dans le cadre de l'évaluation de ces programmes par le Service d'Evaluation de la FAO, il est prévu des enquêtes d'évaluation par les bénéficiaires dans les différents pays sur les thèmes de la sécurité alimentaire, du niveau des productions et des ventes, de l'accès aux infrastructures et aux intrants de production ainsi que de l'adoption des nouvelles technologies et/ou spéculations introduites par le PSSA.

L'objectif de ces enquêtes est d'évaluer les résultats et l'impact initial de ces interventions tels que perçus et/ou utilisés par les bénéficiaires eux-mêmes, en termes de changements positifs et/ou négatifs induits dans leur mode de vie, dans leur sécurité alimentaire, dans leurs niveaux de production et de vente, dans leur accès aux infrastructures et intrants de production.

La présente étude de cas est relative à l'expérience du Mali.

2. Méthodologie et échantillonnage

La méthodologie des enquêtes et les procédures d'échantillonnage ont été définies dans la note méthodologique proposée par le service d'évaluation de la FAO.

2.1 Méthodologie

Deux techniques ont été utilisées :

- des entretiens individuels approfondis avec des chefs de ménage bénéficiaires et non bénéficiaires ;
- et des discussions de groupes dirigées avec des leaders locaux, des représentants de services techniques, d'ONG, de prestataires locaux.

Dans les faits, les entretiens approfondis ont été organisés avec des bénéficiaires et des non bénéficiaires des deux sexes, chefs de ménage ou non. Les discussions de groupe ont rassemblé

l'administration villageoise (chef de village et conseillers), des leaders locaux du culte et des organisations socio-professionnelles, des représentants des services techniques locaux et de la collectivité territoriale (commune) dont relève le village. Tout a été mis en œuvre pour assurer la participation des femmes.

Toutes les dispositions ont été prises lors des entretiens individuels pour mettre les interlocuteurs en confiance et garantir la confidentialité des interviews.

Les outils utilisés sont des guides d'entretien largement structurés comportant des questions d'approfondissement : un guide pour les bénéficiaires, un guide pour les non-bénéficiaires et un guide pour la discussion de groupe dirigée.

2.2 Echantillonnage

Il a concerné à la fois les sites d'enquêtes et les personnes à interviewer.

- Trois sites ont été sélectionnés dans trois régions du Mali de manière raisonnée. Ce sont les sites de Tongorongo dans le cercle et la région de Mopti, Banancoro dans le cercle de Kita, région de Koulikoro, et Niantanso dans le cercle de Kita, région de Kayes. Les critères qui ont prévalu à leur sélection sont a) l'appartenance à la catégorie des sites où seul le financement libyen est intervenu, b) la représentativité agro-écologique (zone du delta du Niger pour Tongorongo, zone des Monts Mandingues pour Banancoro et zone du plateau de Kita pour Niantanso, et c) les activités socio-économiques.
- Les entretiens individuels approfondis ont concerné 20 bénéficiaires et 10 non-bénéficiaires par site choisis de manière aléatoire après un premier travail de stratification de l'univers selon les critères de sexe, d'appartenance ethnique et de statut socio-économique. L'objectif visé a été d'assurer un certain équilibre hommes/femmes, la représentation de tous les groupes ethniques et celles des pauvres et des moins pauvres.

Ce travail préliminaire a été fait avec l'ancien agent de base et l'ancien coordinateur du PSSA à Mopti, le secteur de l'agriculture à Kangaba, l'agent de base et le président de la coopérative des producteurs à Niantanso, à partir des listes exhaustives des bénéficiaires. Systématiquement des listes des non-bénéficiaires ont été constituées sur place dans les villages pour procéder au choix aléatoire de 10 personnes.

Les questionnements ont porté sur des comparaisons de la situation avant l'intervention du PSSA sur les sites concernés et après cette intervention.

2.3 Limites de l'étude

Le nombre d'entretiens individuels qui a été possible de conduire avec les moyens et le budget disponible, 60 chefs de ménages bénéficiaires et 30 non bénéficiaires plus les participants aux groupes focaux, est limité vis-à-vis du nombre total de bénéficiaires du PSSA.

Comme expliqué dans la note méthodologique, l'intention n'était pas de conduire d'une étude statistiquement représentative de ce qu'ils pensent la totalité des bénéficiaires du PSSA. On a plutôt conduit des enquêtes qualitatives pour comprendre en profondeur la variété de différents points de vue des interviewés, choisis intentionnellement de façon à représenter les différents groupes sociaux (choisis selon le genre, le groupe ethnique et les moyens d'existence) vivant dans la communauté du site PSSA objet d'enquête, en utilisant la triangulation entre documentation,

entretiens individuels et groupes focaux comme méthode privilégiée pour valider les principaux constats de l'étude.

L'effort fait de quantification des fréquences des réponses exprimées en pourcentages ne doit pas donc donner un faux sens de précision et/ou de représentativité, mais tout juste indiquer ce qui pense la majorité des personnes enquêtées.

3. Présentation des sites enquêtés

Une étude sur la situation de référence des sites PSSA a été faite par la représentation FAO à Bamako en 2005. Elle donne des informations de base sur les trois sites retenus dans le cadre du présent exercice. On notera que le Programme a démarré en 2004 et que l'établissement de la situation de référence n'est intervenu qu'un an plus tard.

3.1 Site de Tongorongu

Le village de Tongorongu est situé dans le delta intérieur du Niger à 13 kilomètres de Sévaré et à une vingtaine de kilomètres de Mopti. Il est l'un des plus gros villages de la zone. Sa population est composée de trois ethnies : Marka, Bozo et Somono. Les Markas sont majoritaires mais la culture qui prévaut est une symbiose des traits culturels des trois ethnies. Les activités traditionnelles y sont la riziculture dans les périmètres de submersion contrôlée de l'Office Riz Mopti, la pêche et le maraîchage auxquels s'ajoutent le petit commerce et la culture pluviale du mil et de l'arachide. Il existe trois associations féminines dynamiques mais rivales.

Les intervenants y sont nombreux à avoir devancé le PSSA. Le contenu de leurs interventions est présenté dans le tableau ci-dessous.

Intervenants	Appuis fournis
Office Riz Mopti (ORM)	<ul style="list-style-type: none"> • Aménagement de la plaine aux fins de riziculture en submersion contrôlée
Projet de Consolidation des Associations Paysannes (PCAP)	<ul style="list-style-type: none"> • Fourniture d'une motopompe, d'une batteuse • Plantation d'arbres autour du périmètre rizicole
Trade Mali	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'une banque de céréales
Agence Générale des Travaux d'intérêt public et pour l'emploi (AGETIPE)	<ul style="list-style-type: none"> • Construction de trois nouvelles salles de classe
Programme d'Appui au Développement rural	<ul style="list-style-type: none"> • Projet d'intervention sur le périmètre

Source : PSSA, Mai 2005

3.2 Site de Banancoro

Le village de Banancoro est situé dans les Monts Mandingues à une quarantaine de kilomètres de Kangaba dans la commune de Nouga dont elle est le chef-lieu. Différentes ethnies s'y côtoient : Malinké, Bambara, Marka, Peulh auxquels s'ajoutent quelques Bozos, Somonos et Maures.

Les Malinkés sont majoritaires et leur culture est prédominante. L'activité économique est dominée par la riziculture, la culture sèche du mil, du maïs et de l'arachide, et l'exploitation traditionnelle de l'or.

Comme à Tongorongo, il existe de nombreuses associations féminines, mais elles sont toutes affiliées à la faïtière « Benkadi ».

Les intervenants qui ont précédé le PSSA sont :

Intervenants	Appuis fournis
Office Haute Vallée du Niger (OHVN)	• Développement de la tabaculture et de la culture de haricot vert
Plan International	• Construction de classes, parrainage d'enfants
Atop-fer	• Appui à l'orpaillage et à la femme rurale
Jumelage Vitry	• Diverses activités de développement à la base

Source : PSSA, Mai 2005

3.3 Site de Niantanso

Chef-lieu de la commune rurale du même nom, le village de Niantanso est situé sur le Plateau de Kita à 110 km de Kita et à 40 km de Manantali. Sa population est composée de Malinkés (largement majoritaire), de Peulhs, de Markas et de Bambaras.

Les principales activités économiques sont l'agriculture (coton, maïs, sorgho, arachide, mil, riz) et l'élevage des bovins et des petits ruminants.

Il n'existe pas de regroupement structuré de femmes, mais plutôt de petits regroupements de prestations agricoles.

Les intervenants qui ont précédé le PSSA sont :

- La Compagnie Malienne de Développement Textile (CMDT) dans le domaine de la culture du coton ;
- Et le Programme de Développement Rural Intégré de la zone de Kita (PDRIK) dans l'aménagement du périmètre rizicole et la construction d'un CSCOM.

Les trois sites ont en commun une pluviométrie plus favorable en quantité et répartition que par le passé (Source : discussions dirigées au cours de la mission).

4. Interventions du PSSA dans les trois sites

Comme précédemment indiqué, l'objectif global du PSSA est l'amélioration durable de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales les plus vulnérables. La chaîne stratégique du Projet s'articule autour de la maîtrise de l'eau d'irrigation, l'intensification de la production et la diversification des sources de revenus.

Les activités qu'il a initiées dans les trois sites sont indiquées dans le tableau ci-dessous.

Sites	Activités initiées par le PSSA
1. Tongorongongo	<ul style="list-style-type: none"> • Aménagement d'un PIV de 23 ha équipé de pompe pour la riziculture • Appui au maraîchage féminin (grillage de clôture, intrants) et petit commerce • Initiation de l'élevage à cycle court des petits ruminants et de la volaille • Equipement agricole et de transport
2. Banancoro	<ul style="list-style-type: none"> • Aménagement de 130 ha de périmètre rizicole • Appui à la maïsiculture, au maraîchage des femmes • Initiation de l'apiculture et de l'élevage à cycle court des petits ruminants et de la volaille • Fourniture d'équipement
3. Niantanso	<ul style="list-style-type: none"> • Appui au développement de la riziculture et de la maïsiculture • Appui au maraîchage des femmes • Equipement des producteurs • Initiation de l'apiculture et de l'élevage à cycle court des petits ruminants et de la volaille

5. Résultats de l'évaluation par les bénéficiaires

Les investigations ont porté sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence, les productions et les ventes, l'accès par genre aux infrastructures, connaissances techniques et intrants de production, et l'adoption des technologies et/ou spéculations introduites par le PSSA.

5.1 Sécurité alimentaire et moyens d'existence

5.1.1 Changements dans les moyens d'existence

Les bénéficiaires interrogés estiment en majorité que par rapport à un passé récent (5 ans auparavant), ils mangent plus, ils mangent mieux et ils sont à même de faire manger plus de personnes :

- « On mange plus » parce qu'on produit plus grâce aux semences améliorées, à l'apport d'engrais et de fumure organique. C'est le point de vue de 60 % de l'ensemble des bénéficiaires rencontrés (80 % à Niantanso contre 50 % à Tongorongongo et Banancoro). Dans certains cas, on est passé de 2 repas par jour à trois repas. Dans d'autres on a augmenté la ration alimentaire par repas. Dans d'autres encore, on va jusqu'à prévoir de la bouillie pour les enfants les après-midi et avant le repas du soir.
- « On mange mieux » essentiellement à cause de l'activité de maraîchage qui permet dans tous les cas d'améliorer la qualité de la sauce par l'apport de légumes (tomates, gombo, échalote, poivron, etc.). 75 % des bénéficiaires interrogés sont de cet avis. Le riz a pris une place importante à côté du mil, et la pomme de terre a fait son apparition dans le menu à Banancoro et Niantanso.
- « On peut donner à manger à plus de personnes » en raison d'une production accrue, et on le fait parce que dans bien des cas la famille s'est élargie, on reçoit des enfants venant d'autres villages pour l'école, et on fait des dons en nature à ceux qui sont dans le besoin.

Ces points de vue émis par les bénéficiaires ont été confirmés lors des discussions de groupe dirigées. Mais à Tongorongo, la réunion de groupe n'a pas confirmé « le manger mieux » ; au contraire, on estime que l'engrais a altéré le goût du riz.

5.1.2 Changements dans les disponibilités alimentaires

Pour 69 % des répondants, le nombre de mois d'autosuffisance alimentaire a augmenté : il est passé de 6 à 8 mois pour certains, à 8 voire 12 mois pour d'autres. L'impact dans ce domaine est plus prononcé à Tongorongo (85 % des répondants) qu'à Niantanso (70 %) et relativement faible à Banancoro (45 %). La situation à Tongorongo est en rapport avec les 23 hectares de périmètre irrigué et sécurisé par le PSSA.

5.1.3 Changements dans le mode de survie

Selon 70 % des bénéficiaires interrogés des changements sont intervenus dans leur mode de survie, de faire face à la période de soudure.

Par le passé diverses stratégies étaient mises en œuvre pour contrer le déficit alimentaire : prestations de services dans les zones de culture sèche pour obtenir un peu de mil, maraboutage dans les villes de Koulikoro, Bamako et en Côte d'Ivoire (cas de Tongorongo), utilisation des revenus de l'orpaillage pour acheter du vivre (cas de Banancoro), exode rural, emprunts en nature, etc. L'avènement du PSSA a complètement changé la donne dans l'ensemble des sites :

- A Tongorongo, le périmètre sécurisé par le PSSA est entré en exploitation pour la première fois pendant la contre saison 2007. Sa production selon plusieurs bénéficiaires a coïncidé avec la période de soudure et permis de lui faire face.
- A Niantanso et à Banancoro, les améliorations dans les rendements de production de maïs et de riz ont réduit significativement le nombre de ménages habituellement confrontés à la soudure.
- Partout les nouvelles activités introduites (maraîchage en particulier) permettent de secréter des revenus mobilisables en cas de nécessité.

5.1.4 Augmentation dans le pourcentage de production vendue

En général on constate peu de changement dans l'affectation de la production céréalière sauf à Niantanso où 65 % des bénéficiaires affirment avoir augmenté les quantités livrées au marché. C'est d'ailleurs une des raisons qui explique l'ouverture d'un marché forain dans ce village. Par contre à Tongorongo et Banancoro, la majorité des bénéficiaires ne vend pas de céréales, généralement parce qu'ils n'arrivent pas à dégager un surplus pour la vente. L'explication à Tongorongo, c'est que la riziculture en submersion contrôlée donne des rendements faibles (en moyenne 15 à 20 sacs, soit 1 tonne à 1,5 tonne à l'hectare) et les parcelles sur le périmètre sécurisé par le PSSA sont si petites (0,125 à 0,20 ha par bénéficiaire) que malgré leur bon rendement, elles ne permettent de vendre que le strict minimum pour faire face aux charges d'exploitation. Une autre raison évoquée lors de la discussion de groupe pour justifier la vente de riz est la difficulté de conserver le produit pendant longtemps à cause de l'engrais : « si on ne le vend pas, il subit facilement des attaques ».

Mais la situation avec le maraîchage est assez différente : partout le pourcentage de vente a augmenté. Il était pratiquement nul avant le passage du projet. Et actuellement, il permet d'alimenter un courant d'exportation en direction des centres urbains (Mopti, Kangaba, Kita).

5.1.5 Changements dans la qualité de vie

Selon 82 % des bénéficiaires, la qualité de vie des hommes et des femmes a changé ces dernières années : on mange plus, on mange mieux, on s'habille mieux, on s'équipe davantage et on commence à construire des maisons couvertes de tôles.

Ces changements dans la qualité de vie se manifestent de diverses manières : des enfants mieux nutris et plus sains, des frais de scolarité régulièrement payés, davantage de jeunes à motos, davantage de constructions dans le village, une plus grande solidarité entre les gens, moins de dépendance vis-à-vis des autres, bien-être lisible sur les visages, soulagement des femmes qui sont sorties du chantier exténuant de l'orpaillage où les gains sont aléatoires pour s'investir dans le maraîchage qui paie à coup sûr, recul de la pauvreté...

A propos de la qualité de la vie

« Depuis l'introduction de l'engrais, il y a eu une augmentation remarquable de la production et aussi un accroissement des revenus. En fait ici, les gens travaillent dans les placers pour avoir de l'argent et acheter du vivre. Environ 50 % des revenus tirés des mines allaient à l'achat de nourriture. Actuellement, on produit suffisamment et l'argent des mines est désormais orienté vers l'acquisition d'équipements individuels (motos) et la construction de maisons couvertes de tôles ».

Un interlocuteur à Banancoro.

Pour garantir la pérennité des changements positifs, la principale disposition a été la mise en place de structures de gestion pour l'entretien des ouvrages et équipements, la gestion d'un fonds de roulement pour l'approvisionnement en semences et en engrais des producteurs. A Tongorongo et Banancoro, les structures sont des comités. A Niantanso, c'est une coopérative qui joue ce rôle. Mais il ressort des déclarations de certains interlocuteurs à Banancoro et Tongorongo que des problèmes de gestion existent : cas de rupture de stock, provisions insuffisantes d'année en année faute de non remboursement du crédit par certains bénéficiaires, manque de transparence dans la gestion... Les mêmes dispositions sont prises au niveau des femmes maraîchères qui ont leur fonds de roulement propre et procèdent par elles-mêmes à leurs opérations d'approvisionnement en intrants à Banancoro ; à Tongorongo elles sont irrégulièrement ravitaillées par le comité de gestion du périmètre ; à Niantanso elles ont accès aux intrants auprès de la coopérative au même titre que les hommes. Elles sont exclues du périmètre rizicole sécurisé à Tongorongo. Mais elles ont accès aux terres rizicultivables à Banancoro et Niantanso où une femme a déclaré : « J'ai reçu du projet ½ hectare de parcelle de riziculture. A ce titre, le projet m'a permis non seulement d'augmenter ma superficie cultivable, mais surtout de sécuriser mon accès à la terre car chaque année j'étais obligée de négocier une portion de terre avec un parent ou un propriétaire qui me la reprenait l'année suivante ».

5.2 Productions et ventes

5.2.1 Productions

Sur l'ensemble des trois sites, une forte majorité de bénéficiaires (84 %) affirme que la production a augmenté. Cette augmentation concerne le riz (un peu partout), le maïs (à Niantanso et

Banancoro), les produits maraîchers, et plus rarement l'élevage à cycle court des petits ruminants. L'accroissement de la production agricole et du maraîchage est dû principalement à l'augmentation du rendement grâce à l'utilisation de semences améliorées, de l'engrais (complexe céréale et urée), de la fumure organique, à l'amélioration des techniques de production, à l'amélioration du système d'irrigation, à l'utilisation de grillage de protection contre la divagation des animaux dans les périmètres maraîchers, et aussi en raison de l'augmentation des superficies cultivées suite au renforcement des appareils de production. Les mêmes constats ont été faits à l'occasion des réunions de groupe dirigées.

Les superficies et les rendements ont augmenté pour respectivement 55 % et 62 % des bénéficiaires.

Les spéculations pour lesquelles la production a augmenté sont le riz et les légumes à Tongorong, le maïs, le sorgho, le mil, l'arachide et les légumes à Banancoro et Niantanso où on note aussi des cas de réussite de l'élevage à cycle court.

5.2.2 Vent

L'augmentation de la production n'a pas entraîné une augmentation systématique des ventes. Seulement 42 % des répondants ont accru leur niveau de vente (15 % à Tongorong, 40 % à Banancoro et 70 % à Niantanso). A Tongorong les ventes ont stagné et même diminué pour 40 % des bénéficiaires parce que les faibles rendements sur les grandes parcelles de la submersion contrôlée ne sont pas compensés par les rendements élevés des parcelles extrêmement petites du périmètre sécurisé.

5.2.3 Changements dans les dépenses

Les dépenses ont augmenté chez pratiquement tous les bénéficiaires (95 %). Cette augmentation est imputable à l'augmentation des charges familiales et des charges d'exploitation pour les uns, aux frais d'entretien des animaux pour les autres, et à l'inflation pour tous.

5.2.4 Changements dans la charge de travail

Par rapport aux changements dans la charge de travail les avis divergent. Pour 63 % des bénéficiaires enquêtés, la charge de travail a augmenté pour plusieurs raisons : diversification des activités, extensions des superficies, transport du fumier, repiquage ou semis au poquet à la place du semis à la volée, minutie du travail dans le PIV, transport de l'eau pour l'arrosage des plants des périmètres maraîchers où les moyens d'exhaure sont ou inopérants ou de faible performance.

Pour 32 % des répondants, la charge de travail a diminué grâce à la suppression du sarclage et son remplacement par l'herbicide (le round-up introduit par le projet), à l'équipement de labour et aux équipements de transformation.

5.2.5 Changements dans les spéculations procuratrices de revenus

Selon 63 % des répondants à Banancoro et Niantanso, il y a eu des changements dans les spéculations procuratrices de revenus. A Banancoro, traditionnellement, c'est la tabaculture qui

procurait l'essentiel des revenus aux producteurs. Cette spéculation était encadrée par l'OHVN et son exportation se faisait par la Côte d'Ivoire. Depuis les événements survenus dans ce pays, l'exportation du produit est devenue difficile. Les producteurs ont donc cherché leur salut ailleurs : dans l'arachide, le maïs, les fruits et les légumes. A Niantanso, on est passé du coton encadré par la CMDT (le marché international n'est plus porteur) à l'arachide, le maïs, les patates, les légumes, les produits de l'élevage et de l'aviculture. A Tongorongo, l'on est resté sur le riz et les produits maraîchers.

On notera par ailleurs que 70 % des répondants ont initié de nouvelles activités pourvoyeuses de revenus par le biais du projet : maraîchage, élevage à cycle court des petits ruminants et de la volaille, petit commerce, transport.

Mais les bénéficiaires qui sont à la fois sur la maîtrise de l'eau, l'intensification et la diversification sont peu nombreux.

5.3 Accès par genre aux infrastructures, connaissances techniques et intrants

5.3.1 Utilisation d'intrants de qualité

Il ressort des investigations que 82 % des bénéficiaires utilisent des intrants de qualité. La situation est quasiment identique pour les trois sites. Les intrants obtenus grâce au PSSA sont les semences améliorées (de riz, maïs, sorgho et semences maraîchères), les engrais (urée, DAP, complexe céréale) et l'herbicide (le round-up). Certains producteurs ont aussi bénéficié de charrues, de semoirs, de bœufs de labour et de charrettes. Mais les besoins en équipements agricoles restent encore très importants pour tous les sites.

On note aussi l'introduction de batteuses et de décortiqueuses au nombre des équipements communautaires.

Il semble qu'avec le retrait du projet les mécanismes d'approvisionnement mis en place n'arrivent pas à satisfaire la totalité des besoins d'intrants exprimés.

5.3.2 Connaissance et application de nouvelles techniques et/ou activités

La majorité des bénéficiaires (76 %) affirment avoir appris de nouvelles techniques et/ou activités. Ces bénéficiaires appliquent aussi ce qu'ils ont appris.

Les techniques apprises et appliquées concernent l'utilisation de semences améliorées (de riz et de culture maraîchères partout, de maïs à Niantanso et Banancoro, de sorgho et de mil à Niantanso), l'application de l'engrais, de la fumure organique et des fientes de volaille comme fertilisants, le recours à l'herbicide contre le riz sauvage, le repiquage du riz dans le PIV et son semis au poquet dans les plaines, le semis au semoir ou au cordon, le respect des écartements entre les pieds de maïs et le démariage à 2-3 plants du maïs. Les techniques appliquées sur le maïs ont été étendues au sorgho, au mil et à l'arachide à Niantanso particulièrement, et aussi les techniques d'élevage.

Les succès remportés sur le terrain de la diffusion et de l'adoption des thèmes techniques dans le domaine de l'agriculture doivent être perçus comme une résultante de la synergie des efforts du

Programme et des interventions qui ont précédé avec l'ORM à Tongorongo, l'OHVH à Banancoro, la CMDT à Niantanso et le service de l'agriculture partout. Ceci est corroboré par le fait que l'agent de base PSSA à Tongorongo a servi plus de 10 ans dans ce village, d'abord comme agent de l'ORM, ensuite comme agent du PSSA et présentement encore, comme agent de l'ORM.

C'est dire qu'au passage de la mission l'ORM reste encore actif à Tongorongo, l'OHVN à Banancoro, mais la CMDT beaucoup moins à Niantanso (son agent est présent mais n'a presque plus de contact avec la population).

Au titre des activités nouvelles apprises et appliquées, on trouve le maraîchage avec des spéculations jadis inconnues telles que la pomme de terre, le poivron et le concombre, l'aviculture, l'élevage à cycle court des petits ruminants et l'apiculture. Mais les adeptes de cette dernière activité sont absents à Tongorongo et peu nombreux à Banancoro et Niantanso.

5.3.3 Accès au crédit

85 % des bénéficiaires des deux sexes affirment que l'accès au crédit a augmenté grâce au PSSA. Il s'agit principalement du crédit intrants agricoles (semences et engrais) et du crédit équipement agricole. Mais les femmes sont discriminées en général par rapport au crédit équipement agricole : elles ont accès seulement au petit équipement pour le maraîchage.

Il ressort par ailleurs des entretiens que le fonctionnement du crédit après le retrait du PSSA commence à être grippé à cause des cas de non remboursement de plus en plus fréquents à Banancoro.

5.3.4 Accès à l'eau d'irrigation

L'accès à l'eau d'irrigation a augmenté selon les déclarations de 71 % des bénéficiaires enquêtés. Pour les autres, il n'y a pas eu de changement par rapport au passé et pour quelque 7 % l'accès a même diminué. Dans ces deux dernières catégories, on retrouve des bénéficiaires qui n'ont pas eu de parcelles sur le PIV à Tongorongo et dans les périmètres aménagés à Banancoro et Niantanso. On trouve surtout les femmes qui partout sont confrontées dans leurs activités maraîchères à un problème d'approvisionnement en eau : à Tongorongo, le PSSA n'a pas mis en place de moyen d'exhaure. A Niantanso, les puits réalisés se sont avérés insuffisamment profonds pour capter l'eau en saison sèche. Cette situation impose aux femmes maraîchères de couvrir souvent un kilomètre pour aller se ravitailler en eau.

5.3.5 Changements dans les systèmes de transformation/conservation

Pour 79 % des enquêtés il y a eu un changement dans les systèmes de transformation grâce à la mise en place par le PSSA de décortiqueuses et de batteuses auxquelles s'ajoutent une plateforme multifonctionnelle équipée de moulin à Niantanso. Par le passé, les opérations de battage, de décorticage et de mouture se faisaient à la main. Elles se font désormais mécaniquement. Apparemment les femmes de Banancoro ne profitent pas de ce changement, ces équipements communautaires étant accaparés par les hommes : elles sont 70 % à ne pas se reconnaître dans les changements relatifs aux opérations post-récolte.

Il ne semble pas non plus que le PSSA se soit investi dans une activité d'amélioration des conditions de stockage : on continue de stocker partout comme par le passé.

5.3.6 Difficultés rencontrées avec les nouvelles productions / techniques

70 % des enquêtés affirment ne pas rencontrer de difficultés avec les nouvelles productions et techniques. Par contre les autres 30 % sont confrontés à des problèmes :

- les adeptes du maraîchage sont confrontés à un phénomène de pourrissement de la semence de pomme de terre à Banancoro ;
- sur le site de Niantanso, l'eau stagne dans une partie du périmètre mal planée et provoque le pourrissement de semences de riz ;
- l'apiculture n'arrive pas à des résultats à Tongorongong et Banancoro à cause de la difficulté pour les apiculteurs de maîtriser les maladies de la volaille ;
- l'élevage à cycle court des petits ruminants a complètement échoué à Banancoro par la faute de l'agent vétérinaire commis par le projet : « tous les sujets qu'il a vaccinés lors de son passage en sont morts » ;
- l'apiculture à Niantanso est confrontée à un problème de non colonisation des ruches par les abeilles pour des raisons non encore élucidées ;
- les ruches kenyannes sont mises en cause à Banancoro où on leur préfère les ruches traditionnelles ;
- les pompes installées dans les périmètres maraîchers sont de manipulation difficile pour les vieilles femmes.

Il faut ajouter que certains producteurs/productrices ont renoncé à certaines techniques bien que convaincus de leur efficacité faute de main-d'œuvre ou d'équipement (semis au poquet du riz, transport du fumier).

5.3.7 Existence d'autres sources de crédit/intrants

Il existe d'autres sources de crédits que le PSSA et le fonds mis en place par ses soins pour 29 % des bénéficiaires concentrés à Tongorongong où intervient l'ORM et à Niantanso où il y a la CMDT et le PDRIK. A Banancoro 100 % des bénéficiaires dépendent exclusivement du système de crédit mis en place par le PSSA. Partout, la source de crédit pour les femmes reste le PSSA.

La situation est à peu près identique pour les intrants : 56 % des enquêtés n'ont d'autres sources d'approvisionnement en intrants que la filière PSSA. Pour ceux qui ont d'autres sources, elles sont les mêmes que pour le crédit. Beaucoup de femmes se ravitaillent aussi directement au marché pour les petites quantités destinées à leur activité de maraîchage.

5.3.8 Maîtrise de l'eau d'irrigation

Sur les périmètres où des ouvrages ont été installés, le fonctionnement du système d'irrigation est la responsabilité du comité de gestion dont les membres ont été formés par le projet pour jouer ce rôle. C'est le cas notamment à Tongorongong. Apparemment les membres des comités de gestion remplissent bien cette fonction. En plus des membres des comités, de nombreux autres exploitants ont appris en regardant faire. Dans les périmètres maraîchers le problème reste entier : toutes les

associations de femmes maraîchères se plaignent de la non-maîtrise de l'eau d'irrigation dans leurs périmètres :

- dans les périmètres rizicoles, elles ne sont pas impliquées dans la gestion des ouvrages et n'ont pas été formées à cette fin ; seuls les hommes sont membres des comités de gestion des périmètres rizicoles ;
- dans les périmètres maraîchers, elles n'ont pas de bons puits et sont obligées de couvrir des distances importantes pour s'approvisionner en eau et arroser leurs parcelles.

5.4 Accessibilité et qualité des infrastructures/intrants et services

L'accès et la qualité des infrastructures, intrants et services sont globalement considérés comme meilleurs actuellement comparativement à un passé récent.

5.4.1 Infrastructures d'irrigation et marché

L'accès aux infrastructures d'irrigation a été amélioré avec le projet. Il en va de même de leur qualité. C'est du moins l'avis de 78 % des bénéficiaires interrogés. A Tongorongo le périmètre fonctionne correctement. Le seul reproche qu'on lui fait est sa taille : 23 ha pour près de 200 exploitants. Il en résulte des superficies moyennes par exploitant de l'ordre de 1000 à 2000 m² pour la riziculture.

Sur l'ensemble des trois sites l'accès au marché a été nettement amélioré selon 93 % des enquêtés. A Tongorongo cette amélioration est le fait de l'ORM qui a construit des digues-pistes et permis de désenclaver le village, et du PSSA qui a fourni des moyens de transport. Un interlocuteur s'en explique :

« Par le passé, la seule façon d'accéder au marché de Mopti était la pirogue. On mettait beaucoup de temps à transporter les produits soit sur nos têtes, soit à dos d'âne pour atteindre le bord du fleuve. De là on les chargeait dans des pirogues et on s'armait de patience car il fallait de longues heures pour atteindre le marché de Mopti. C'était exténuant. Aujourd'hui, nous avons la digue et nous avons nos propres moyens de transport (allusions aux charrettes fournies par le PSSA).

A Banancoro, les pistes aménagées l'ont été dans le cadre des interventions directes de l'Etat. Mais là encore le développement des moyens de transport est considéré en grande partie comme le fait du PSSA qui a fourni des charrettes et permis à nombre de personnes à travers l'amélioration des revenus, d'obtenir des motos. En effet l'accroissement de la production a réduit, voire annuler dans certains cas le besoin d'acheter du vivre avec l'argent de l'orpaillage qui pouvait désormais servir à équiper. On peut imaginer que le tabac a joué un rôle à peu près identique avec l'OHVN par le passé.

Comment le marché de Niantanso est venu

« L'idée de créer un marché dans le village ne date pas d'aujourd'hui. Mais nous n'arrivions pas à réaliser le projet bien que l'emplacement du marché eût été réservé lors du lotissement du village par un ressortissant. C'est seulement quand nous nous sommes sentis forts que nous sommes passés à l'action. Et cette force, nous la devons au PSSA. Le jour de l'inauguration du marché, nous avons abattu deux bœufs et préparé 200 kg de riz. Les frais ont été assurés par la coopérative... Notre marché est jeune (seulement 3 ans) mais il draine un monde fou parce que nous avons des produits que les autres viennent chercher : maïs, arachide, sorgho, produits maraîchers ».

A Niantanso, l'amélioration de l'accès au marché s'explique non seulement par le développement des moyens de transport, mais aussi et surtout par la création dans le village d'un marché forain par la coopérative qui doit sa force au PSSA. Le président de la coopérative s'en explique :

5.4.2 Intrants biochimiques

Les intrants agricoles (semences, fertilisants, herbicides) sont mieux accessibles et de meilleure qualité que par le passé. C'est l'avis de respectivement 87 %, 70 % et 68 % des bénéficiaires. Le principal canal d'approvisionnement en semences et fertilisants reste les structures de gestion initiées par le PSSA.

L'insuffisance des quantités d'engrais ces dernières campagnes a été soulignée : les remboursements d'intrants ne se font pas à 100 % et à terme, cette situation peut engendrer des difficultés d'approvisionnement en engrais. Par ailleurs les besoins des femmes pour le maraîchage de contre-saison arrivent au moment où la campagne d'hivernage a enlevé tous les stocks. Elles sont donc obligées de se rabattre sur le marché, de ne compter que sur elles-mêmes.

Les pesticides et herbicides sont obtenus sur le marché où ils sont disponibles depuis que les commerçants savent que le besoin existe.

5.4.3 Services

L'accessibilité et la qualité des services de crédit, de vulgarisation et vétérinaires sont jugées meilleures par respectivement 89 %, 72 % et 64 % des enquêtés. L'unanimité n'est pas faite autour du service vétérinaire qui est plutôt décrié à Banancoro où les bénéficiaires de l'action élevage à cycle court gardent encore en mémoire la perte de leurs élevages. On se plaint aussi du fait que l'agent vétérinaire ne réside pas au village et ne vient que lorsqu'on lui fait appel.

5.5 Adoption de nouvelles technologies et/ou spéculations introduites par le projet

5.5.1 Adoption des technologies

Les technologies introduites par le PSSA en vue d'accroître la productivité et la production ont connu selon les bénéficiaires eux-mêmes un haut niveau d'adoption. C'est le cas pour les technologies d'irrigation. C'est surtout le cas pour les techniques de production agricole : utilisation d'engrais et de fumure organique, de semences améliorées, adoption du semis en ligne des cultures sèches, du semis au poquet ou du repiquage du riz. Les thèmes d'intensification de la production agricole et maraîchère ont dans l'ensemble connu un haut niveau d'adoption. C'est le point de vue de 96 % des personnes interrogées. Il en va de même pour les thèmes relatifs à l'habitat, à l'alimentation, au traitement et à la vaccination des sujets de l'élevage à cycle court à Niantanso singulièrement. Les résultats sur ce terrain sont mitigés à Tongorongoro et quasi nuls à Banancoro.

5.5.2 Adoption de nouvelles spéculations

Le taux d'adoption de nouvelles spéculations ou de renforcement de l'engouement pour d'anciennes spéculations est très élevé pour le riz et le maraîchage partout sur les trois sites : il l'est aussi pour le maïs qui a littéralement supplanté le sorgho et le mil à Banancoro et Niantanso.

Relativement à l'élevage à cycle court des petits ruminants son adoption à grande échelle a été handicapée à Banancoro par l'échec de l'opération pour la plupart des bénéficiaires ; à Tongorongong et Banancoro par le non fonctionnement de la stratégie d'évolution en boule de neige basée sur le principe d'enrôlement de nouveaux bénéficiaires à partir des produits des anciens. Le même principe devait valoir pour les équipements individuels. Mais apparemment les anciens n'ont pas joué le jeu sauf à Niantanso, encouragés en cela par le laxisme des responsables. Un interlocuteur s'en explique.

A propos du non-fonctionnement du principe du revolving

« Ici chez les Malinkés, les responsabilités ne sont pas données à ceux qui savent faire le travail, mais aux natifs. Si les responsabilités étaient données à des non natifs capables, ceux-ci, par peur des natifs, se comporteraient bien. Malheureusement les choses ne se passent pas ainsi... Des fonds ont été mis à disposition pour des actions de développement. Mais le suivi a manqué. Le fonds de roulement n'a pas gardé sa vocation parce que les remboursements ne se font pas correctement. Il ne faut pas donner l'impression au paysan que ce qui lui est confié pour être géré dans l'intérêt de la communauté lui appartient en propre ... Les endettés de première génération devaient rembourser pour permettre de financer une deuxième génération et ainsi de suite. Malheureusement la première génération ne rembourse plus depuis que le PSSA est parti. Il faut trouver une solution... ».

Un interlocuteur

Par rapport à l'aviculture, les seuls cas de réussite sont enregistrés à Niantanso. L'activité n'a pas réussi à Tongorongong et à Banancoro. A Tongorongong la question se pose de savoir si l'environnement est approprié : l'aviculture demande de prendre quelque distance par rapport aux noyaux d'habitation et d'appliquer un certain nombre de règles d'hygiène pour sécuriser son élevage. Cette exigence est difficile à respecter dans un village entassé comme Tongorongong. A Banancoro, la raison de l'échec est connue. A Niantanso l'aviculteur pilote était fier de prendre la parole.

A propos de l'aviculture

« Par le passé, la mentalité qui prévalait à Niantanso était que la pintade portait malheur car elle amène la pauvreté. Avec le PSSA, on s'est rendu compte que cela était faux. Nombreux sont aujourd'hui les éleveurs de pintades à Niantanso. Et nombreux sont ceux qui ont démarré leur activité avec les œufs que je leur ai donnés. On sait maintenant que la pintade amène la fortune. Personnellement je vais vendre mes pintades jusqu'à Kayes et les fientes servent à fertiliser mes parcelles maraîchères ».

Un interlocuteur

Quant à l'apiculture, elle n'exerce aucun attrait sur ceux qui n'y sont pas encore entrés simplement parce que ceux-là qui ont réussi l'activité à Banancoro n'en tirent pas le profit escompté faute de marché et de marketing, et ceux-ci qui l'ont tentée à Niantanso ont lamentablement échoué faute de non colonisation des ruches par les abeilles. Il faut dire que

l'activité n'a pas fait l'objet d'une analyse filière qui aurait permis de cerner tous ses contours et d'anticiper en particulier sur les problèmes de commercialisation du miel et des produits dérivés.

5.5.3 Suggestions des bénéficiaires

A l'issue des entretiens les bénéficiaires ont suggéré que :

- l'accent soit davantage mis sur l'équipement des producteurs en charrues, bœufs de labour et charrettes ;
- le système d'approvisionnement en engrais et semence soit renforcé ;
- un nouvel aménagement soit réalisé dans une autre partie de la plaine pour accroître la superficie moyenne par exploitant (Tongorongo) ;
- le suivi de l'élevage à cycle court dont le potentiel est énorme soit confié à un bon agent de santé animale (Banancoro) ;
- une solution soit trouvée au problème d'approvisionnement adéquat des périmètres maraîchers en eau ;
- une dynamo soit mise sur la plateforme multifonctionnelle pour la charge de batterie et la fourniture d'électricité (Niantanso) ;
- l'apiculture soit abandonnée s'il n'y a pas de solution à l'écoulement de son produit.

5.6 Perception du projet par les non bénéficiaires

Des non-bénéficiaires du projet ont été rencontrés à Tongorongo, à Niantanso et à Danga, village situé à 3 kilomètres de Banancoro, en vue de mesurer la dissémination des activités introduites par le PSSA au-delà de ses seuls bénéficiaires, ceux-ci étant une des composantes essentielles de l'approche PSSA.

5.6.1 Connaissance du PSSA

Il ressort des entretiens avec les non bénéficiaires que 86 % d'entre eux connaissent le PSSA dont ils ont entendu parler pour la première fois auprès d'un parent bénéficiaire d'une des actions, d'un ami, ou parce qu'ils étaient présents à une réunion d'information sur le projet.

On sait que le PSSA a aménagé un périmètre, donné des moutons, des chèvres et de la volaille aux femmes, distribué des fonds de petit commerce, intervenu dans la riziculture et la maïssiculture, aidé les femmes dans le maraîchage, équipé des gens et introduit la décortiqueuse. 86 % des bénéficiaires interrogés connaissent au moins un de ses domaines d'activités. Les trois actions les plus connues sont l'élevage à cycle court, le maraîchage et l'irrigation.

5.6.2 Initiatives en direction du PSSA

Parmi ceux-là qui ont appris du PSSA et de ce qu'il fait, 66 % ont essayé de le rejoindre. Mais aucun d'eux n'a réussi pour les raisons suivantes :

- l'élevage de petits ruminants est réservé aux femmes ;
- ceux qui devaient rembourser pour que d'autres en bénéficient n'ont pas remboursé ;
- il n'y avait plus de place dans le périmètre maraîcher ;
- un ressortissant d'un autre village ne pouvait pas en bénéficier ;
- il y avait trop de candidats déjà ;

- absence au moment d'examiner les demandes ;
- fonds insuffisant pour prendre en compte toutes les demandes ;
- manque de chance.

Les 2/3 des non bénéficiaires interrogés ont eu à visiter des parcelles de démonstration du PSSA et parmi eux, 80 % (soit 53 % du total des non bénéficiaires enquêtés) ont essayé ce qu'ils ont vu, c'est-à-dire la semence sélectionnée de riz ou de maïs, l'engrais associé à la fumure organique sur le riz, l'engrais sur le maïs, le riz pluvial, le démariage à 2-3 plants du maïs, un petit jardin potager et une activité d'embouche bovine. Dans 87 % des cas (14/16) le résultat était bon. Les deux cas d'échec ont concerné le jardin qui n'était pas protégé et l'essai de riz pluvial qui a été fait sur un terrain inadapté. A une exception près, tous ceux qui ont essayé ont décidé de continuer parce que « c'est rentable », « on a obtenu plus de revenu ». Un seul cas de désistement pour manque de moyen pour transporter la fumure organique a été enregistré.

5.6.3 Attentes des non-bénéficiaires

Les non bénéficiaires ont exprimé des attentes pour l'avenir, au cas où le PSSA devait poursuivre son intervention. Ces attentes sont les suivantes :

- Etendre le bénéfice de l'élevage à cycle court aux hommes ;
- Réaliser des périmètres plus grands pour permettre à davantage de personnes de bénéficier de parcelles ;
- Equiper les agriculteurs ;
- Introduire l'embouche bovine ;
- Ne pas amener le projet pour ensuite l'abandonner aux mains des paysans, mettre en place un minimum de règles de gestion notamment par rapport au « revolving fund ».

5.7 Résultats des discussions de groupe dirigées

Les discussions de groupe dirigées ont planché sur les thématiques suivantes :

- le contexte des villages et son évolution récente ;
- les solutions envisagées pour contrer les changements négatifs ;
- la sécurité alimentaire et les moyens d'existence ;
- l'accès par genre aux infrastructures, connaissances techniques et intrants de production.

5.7.1 Contexte des villages et son évolution

Les appréciations sur le contexte sont livrées dans le tableau ci-dessous : changements en plus (+), en moins (-) ou pas de changement (Idem = I) ces dernières années.

N°	Eléments du contexte	Changements constatés par site		
		Tongorongo	Banancoro	Niantanso
1.	Pluviométrie	+	+	+
2.	Fertilité des sols	-	-	-
3.	Maladies des cultures	+	+	+
4.	Longueur de la jachère	-	-	-
5.	Disponibilité de la main-d'œuvre	I	-	-
6.	Disponibilité d'infrastructures	+	+	+
7.	Disponibilité et/ou accès au marché	+	+	+

8.	Sources de revenus	+	+	+
----	--------------------	---	---	---

Source : Enquêtes Evaluation 2008

Par rapport au contexte et à son évolution, la situation est, à un détail près, identique sur les trois sites :

- La pluviométrie ces dernières années a été meilleure que par le passé : il a plu plus et la répartition de la pluie sur la campagne a été satisfaisante ;
- On constate partout une baisse de la fertilité naturelle des sols à cause de leur exploitation continue ;
- Les maladies des plantes sont devenues plus nombreuses ces dernières années et elles sont constatées sur toutes les cultures : rougissement du riz après le désherbage, charbon sur le mil, rosette sur l'arachide ;
- La longueur de la jachère (lorsqu'elle existe) est de plus en plus réduite à cause de l'accroissement de la population : « A Tongorongo, depuis la construction de la digue, les terres sont devenues propriété de l'ORM et si vous laissez reposer votre parcelle une seule année, vous êtes tenus de payer la redevance eau ou vous êtes évincé ». « A Banancoro, si vous laissez votre parcelle se reposer plus de deux ans, vous la trouverez occupée par quelqu'un d'autre. Le problème est moins aigu à Niantanso où il y a encore suffisamment de terre ;
- La main-d'œuvre est de moins en moins disponible sauf à Tongorongo où on ne peut pas étendre son champ à volonté ;
- Tous les sites possèdent davantage d'infrastructures actuellement. La situation est présentée dans le tableau ci-dessous.

N°	Infrastructures	Tongorongo	Banancoro	Niantanso
1.	Infrastructure d'irrigation	X	X	X
2.	Ecole	X	X	X
3.	Centre de santé	X	-	-
4.	Forage/puits à grand diamètre	X	X	X
5.	Marché	X	-*	X

A Banancoro il y a une maternité, et à Niantanso, un beau dispensaire non équipé.

- Les sources de revenu ont augmenté dans les trois sites. Elles se sont diversifiées à la faveur des nouvelles activités introduites ou amplifiées par le PSSA : riziculture, maïssiculture, maraîchage, élevage à cycle court, petit commerce.

Face à la baisse de fertilité des sols, les participants estiment qu'il faut revenir à la jachère et recourir à l'engrais. A Tongorongo, un participant a conseillé de renoncer à l'herbicide et d'opter pour le faucardage du riz sauvage et son utilisation comme engrais vert au moyen du labour.

La solution proposée à la faible disponibilité de la main-d'œuvre est l'équipement des producteurs.

Pour les maladies des plantes, les participants souhaitent que l'encadrement prenne la question en charge.

5.7.2 Sécurité alimentaire et moyens d'existence

Dans tous les trois sites, on estime que la sécurité alimentaire a été nettement améliorée. On mange plus et mieux parce qu'on produit plus et la production elle-même est diversifiée. Ce

changement est dû essentiellement à la qualité et à la performance des semences introduites par le PSSA, à l'usage de l'engrais, à l'irrigation et au développement du maraîchage. L'autosuffisance est assurée pour le plus grand nombre. La pomme de terre autrefois inconnue à Niantanso est entrée dans les habitudes alimentaires.

A Tongorongo, on pense qu'on mangeait mieux par le passé car « l'engrais a altéré le goût du riz ».

5.7.3 Productions et ventes

Les semences améliorées, les engrais, la fumure organique et l'équipement agricole ont eu pour effet d'emballer la production. Les parcelles de démonstration ont permis de convaincre et la technique du carré de rendement, d'estimer sa production. Sur le périmètre sécurisé de Tongorongo, on produit 5 fois plus par unité de surface que dans la plaine où prévaut la submersion contrôlée. Dans la même localité, une autre raison qui pousse à vendre est que le riz engraisé se conserve mal. Si on ne le vend pas, il subit des attaques et il en est altéré.

On arrive donc à dégager des surplus qui sont proposés à la vente pour se faire des revenus. Il y a aussi les revenus tirés du maraîchage, du petit élevage et de l'aviculture. Il y a eu une véritable révolution avec le maïs selon un participant à Niantanso.

La révolution du maïs

« Par le passé, lorsqu'on voulait maintenir quelqu'un dans la médiocrité, l'empêcher de prospérer, on lui proposait un champ de maïs derrière les cases [Derrière les concessions on n'a pas suffisamment d'espace pour faire un grand champ et l'entretien du maïs prend du temps]. Mais aujourd'hui, le maïs est devenu une source majeure de revenu... ».

5.7.4 Accès par genre aux infrastructures, connaissances techniques et intrants de productions

Sur les trois sites, l'égal accès des hommes et des femmes à l'école, à la santé, aux connaissances techniques et aux intrants agricoles est la règle. A Banancoro et Niantanso, hommes et femmes ont également eu accès aux périmètres rizicoles et aux périmètres maraîchers. Mais à Tongorongo, les femmes n'ont pas eu accès au périmètre aménagé pour la riziculture. Elles n'ont pas non plus eu accès à l'équipement agricole à Niantanso.

Ainsi, sur la totalité des questions de base les discussions de groupes dirigées confirment pour une grande part les résultats des enquêtes individuelles auprès des bénéficiaires.

6. Forces et faiblesses de l'intervention

6.1 Points forts de l'intervention

L'évaluation par les bénéficiaires du Programme de Sécurité Alimentaire dans les sites de Tongorongo, Banancoro et Niantanso a permis d'identifier les points forts suivants :

- réalisation de périmètres irrigués ;
- accroissement de la production céréalière ;

- développement du maraîchage ;
- diversification de la production agricole et non agricole ;
- formation des producteurs en techniques de production ;
- introduction de semences améliorées ;
- équipement d'un certain nombre d'exploitants ;
- initiation d'activités nouvelles procuratrices de revenus ;
- mise en place d'un système de crédit ;
- mise en place d'un système d'approvisionnement en intrants ;
- mise en place d'un fonds de roulement ;
- mise en place de comités de gestion des infrastructures et des fonds de roulement ;
- implication des femmes dans les actions ;
- effet d'entraînement sur les non-bénéficiaires.

6.2 Points faibles de l'intervention

A côté de ces éléments de force, il y a aussi des lacunes, des points d'ombre :

- faible fonctionnalité des infrastructures d'approvisionnement en eau des périmètres maraîchers ;
- faible encadrement de l'aviculture et faible observation des consignes par les aviculteurs avec comme conséquence un faible résultat de l'activité sauf à Niantanso ;
- échec du volet élevage à cycle court à Banancoro et résultats mitigés à Tongorongongo à cause d'un accident de vaccination par l'agent vétérinaire dans le premier cas et du manque d'application des bénéficiaires dans le second cas ;
- insuffisance de transparence dans la gestion des fonds en rapport avec le choix des responsables ;
- fonctionnement correct de la stratégie de développement en chaîne grippé par le refus des uns de respecter les règles du jeu : les bénéficiaires de première génération se sont simplement refusés à respecter leurs engagements de passer le témoin à d'autres et aucune sanction n'est prévue par rapport à tels comportements ;
- établissement en retard de la situation de référence dans les sites du projet.

7. Conclusions/Suggestions

7.1 Conclusions

Les investigations menées auprès des bénéficiaires des actions du projet, des non bénéficiaires et à l'occasion des discussions de groupe dirigées et l'analyse faite des résultats de ces investigations permettent d'aller à des conclusions bouclées par rapport aux questions de base contenues dans les termes de référence.

1. Le projet a certainement contribué à l'amélioration de la sécurité alimentaire des populations des sites enquêtés, aidé en cela par des facteurs de conjoncture favorables (bonne pluviométrie) et des initiatives de développement qui l'ont précédé (aménagement du périmètre par le PDRIK à Niantanso, préparation du terrain de la vulgarisation et de la diffusion de thèmes techniques par l'ORM, l'OHVN et la CMDT). La sécurité alimentaire des ménages (SAM) et leur sécurité nutritionnelle (SNU) ont sans conteste évolué positivement. Il en est résulté une amélioration significative des conditions d'existence des bénéficiaires.

2. Ce résultat a été rendu possible grâce à un accroissement remarquable de la production céréalière, toutes céréales confondues, et maraîchère. Le surplus de production a alimenté les marchés dans certains cas et procuré des revenus aux bénéficiaires de Niantanso. Ailleurs ce sont surtout les produits du maraîchage qui ont été vendus.
3. Le projet a amélioré l'accès des bénéficiaires des deux sexes aux infrastructures, aux connaissances techniques, aux nouvelles spéculations et aux intrants. Mais les femmes n'ont pas eu accès à des parcelles sur le périmètre de riziculture à Tongorongong. Elles n'ont pas eu accès à l'équipement agricole à Niantanso.
4. Les volets élevage de petits ruminants et aviculture n'ont pas bénéficié d'un choix judicieux des démonstrateurs, ni d'un suivi rigoureux des actions. Il en résulte des résultats plutôt mitigés.
5. Le volet apiculture n'a pas fait l'objet d'analyse sur toute sa filière : les apiculteurs de Niantanso n'ont pas pu produire et ceux qui ont produits à Banancoro n'arrivent pas à vendre.

Il faut dire aussi que le Programme a pêché par certains aspects :

- l'objectif de durabilité est fortement menacé (au moins dans deux sites sur trois) par le mauvais fonctionnement du système d'évolution en cascade des activités nouvelles introduites et le manque de transparence dans la gestion du fonds de roulement ;
- les femmes ont été purement et simplement exclues lors de l'attribution des parcelles du périmètre réalisé par le Programme à Tongorongong ;
- le Programme n'a pas réussi à donner une réponse satisfaisante au problème d'approvisionnement en eau des périmètres maraîchers ;
- les femmes ont été discriminées dans la distribution du crédit équipement agricole à Niantanso.

7.2 Suggestions

Un renforcement des résultats sur le terrain requiert :

- la mise en place de systèmes efficaces d'approvisionnement en eau des périmètres maraîchers (ex : forages équipés de pompes solaires + bassins) ;
- une bonne sélection des environnements pour l'aviculture et un choix rigoureux des candidats de l'activité d'élevage à cycle court en général ;
- la mise en place de mécanismes de gestion des fonds avec des contrôles réguliers et une obligation pour les gestionnaires de rendre compte au moins deux fois par an ;
- un suivi rapproché de la stratégie de développement en chaîne pour s'assurer qu'à la date convenue le bénéficiaire d'une action (par ex. élevage) fasse bénéficier quelqu'un d'autre./-

Annexe 1 : Liste des participants à la discussion de groupe dirigée à Tongorongo

N° d'ordre	Prénoms et Nom	Qualité
1.	El Hadji Bamaoye Konta	Chef du village
2.	Maman Samounou	Conseiller village
3.	Yadié Kampo	Conseiller village
4.	Yaya Konta	Notable
5.	Bah Lassina Sangui	Notable
6.	Téma Mangui	Conseiller village
7.	Amadou Tanapo	Président Comité Gestion PPIV
8.	Sadio Maïga	Notable
9.	Almamy Konta	Notable
10.	Moussa Konta	Conseiller Mairie commune Socoura
11.	Alkaly Sangui	Notable
12.	Mamadou Konta	Notable
13.	Bocary Kampo	Notable
14.	Baba Kampo	Notable
15.	Bourema Forogo	Notable
16.	Lassina Traoré	Notable
17.	Kolla Konta	Notable
18.	Lamine Traoré	Notable
19.	El Hadji Bourema Tanapo	Conseiller village
20.	Gaoussou Ali Traoré	Notable
21.	Salif Sanogo	Agent de vulgarisation de base

Annexe 2 : Liste des participants à la discussion de groupe dirigée à Banancoro

N° d'ordre	Prénoms et Nom	Qualité
1.	Soriba Kamissoko	Président du comité faîtière
2.	Nouhan Doumbia	Bénéficiaire
3.	Amara Traoré	Bénéficiaire
4.	Karime Togola	Président du comité des apiculteurs
5.	Tahirou Magassouba	Bénéficiaire
6.	Yacouba Magassouba	Secrétaire administratif comité
7.	Fanta Diawara	Président de l' Association des Femmes
8.	Sayon Magassouba	Démonstrateur
9.	Fanta Keita	Bénéficiaire
10.	Youmakoro Konné	Bénéficiaire
11.	Alima Magassouba	Bénéficiaire
12.	Sanougué Magassouba	Bénéficiaire
13.	Fanta Magassouba	Bénéficiaire
14.	Yériba Keita	Bénéficiaire
15.	Nanténé Konaté	Bénéficiaire
16.	Alima Traoré	Bénéficiaire
17.	Bané Keita	Bénéficiaire
18.	Kello Traoré	Bénéficiaire
19.	Nana Traoré	Bénéficiaire
20.	Karim Magassouba	Bénéficiaire
21.	Tahirou Kanté	Bénéficiaire
22.	Youmana Magassouba	Bénéficiaire
23.	Naba Camara	Bénéficiaire
24.	Namiya Keita	Membre comité de gestion
25.	Sitan Traoré	Bénéficiaire
26.	Souleymane Traoré	Membre du conseil de cercle

Annexe 3 : Liste des participants à la discussion de groupe dirigée à Niantanso

N° d'ordre	Prénoms et Nom	Qualité
1.	Diadié Dembélé	Chef du village
2.	Kémoko Dembélé	Bénéficiaire
3.	Noucouta Soumano	Membre coopérative
4.	Dialla Mady Soumano	Bénéficiaire
5.	Sory Keita	Membre coopérative
6.	Famakan Konaté	Bénéficiaire
7.	Namaké Faïnké	Bénéficiaire
8.	Makangué Cissoko	Bénéficiaire
9.	Bakary Dembélé	Conseiller village
10.	Balla Cissoko	Bénéficiaire
11.	Famory Faïnké	Bénéficiaire
12.	Mady K. Dembélé	Conseiller village
13.	Mamadou Keita	Conseiller communal
14.	Samakoun Dansira (femme)	Membre coopérative
15.	Diouka Dabo (femme)	Bénéficiaire
16.	M'Bacourou Soucko (femme)	Bénéficiaire
17.	Niacoro Dansira (femme)	Bénéficiaire
18.	Toungo Dansira (femme)	Bénéficiaire
19.	Sountoungoumba Dansira (femme)	Bénéficiaire
20.	Dialading Dansira (femme)	Bénéficiaire
21.	Kouko Keita	Conseiller village
22.	Bakary Dembélé	3 ^e adjoint au maire
23.	Djékoro Samaté	Chef d'agriculture sous-secteur
24.	Hélébaké Soumano	Aide-soignant
25.	M'Bamoussa Damba (femme)	Bénéficiaire

Annexe 4 : Sécurité alimentaire : Nombre de bénéficiaires par type de réponse

Thèmes/types de réponse	Nombre de bénéficiaires par site			
	Tongorongo	Banancoro	Niantanso	Ensemble des sites
1. Changements dans les moyens d'existence				
• Manger plus	10	10	16	36
• Manger moins	0	0	0	0
• Pas de changement	10	10	4	24
• Manger mieux	15	13	17	45
• Manger pire	2	2	0	4
• Pas de changement	3	5	3	11
• Faire manger plus de personnes	14	10	15	39
• Pas de changement	6	10	4	20
2. Changements dans les disponibilités alimentaires				
• Nombre de mois d'autosuffisance a augmenté	17	9	14	40
• Nombre de mois a diminué	2	1	1	4
• Pas de changement	1	8	5	14
3. Changements dans le mode de survie				
• Mode de survie a changé	15	11	14	40
• Mode n'a pas changé	5	6	6	17
4. Changements dans le % de vente				
• % de vente a augmenté	7	7	13	27
• % de vente n'a pas augmenté	13	11	7	31
5. Changements dans la qualité de vie				
• Qualité de vie a changé	14	18	17	49
• Qualité de vie n'a pas changé	6	2	3	11

N.B. : Il y a eu quelques cas de non réponse

Annexe 5 : Productions et ventes : Nombre de bénéficiaires par type de réponse

Thèmes/types de réponse	Nombre de bénéficiaires par site			
	Tongorongo	Banancoro	Niantanso	Ensemble des sites
1. Changements dans le niveau de production				
• Production a augmenté	17	15	17	49
• Production a diminué	0	0	1	1
• Pas de changement	2	4	2	8
2. Changements dans le niveau de vente				
• Ventes ont augmenté	3	8	14	25
• Ventes ont diminué	8	0	1	9
• Pas de changement	9	12	5	26
3. Changements dans les dépenses				
• Dépenses ont augmenté	19	20	18	57
• Dépenses ont diminué	0	0	0	0
• Pas de changement	1	0	2	3
4. Changements dans la charge de travail				
• Charge a augmenté	14	11	12	37
• Charge a diminué	4	8	7	19
• Pas de changement	1	1	1	3
5. Changements dans les spéculations vendues*				
• Spéculations vendues ont augmenté	-	12	12	24
• Spéculations vendues ont diminué	-	-	-	-
• Pas de changements	-	6	8	14
6. Changements dans les superficies				
• Superficies ont augmenté	11	8	13	32
• Superficies ont diminué	0	2	1	3
• Pas de changements	9	10	4	23
7. Changements dans les rendements				
• Rendements ont augmenté	8	12	16	36
• Rendements ont diminué	3	3	1	7
• Pas de changements	9	4	2	15
8. Nouvelles activités initiées*				
• Oui	2	14	15	31
• Non	2	6	5	13

* On notera qu'à Tongorongo les bénéficiaires sont unanimes pour dire qu'ils n'ont pas connu de changements dans les spéculations destinées à la vente. En plus seulement 4 ont répondu à la question sur les nouvelles activités initiées.

**Annexe 6 : Accès par genre aux infrastructures, connaissances techniques et intrants :
Nombre de bénéficiaires par type de réponse**

Thèmes/types de réponse	Nombre de bénéficiaires par site/type de réponse			
	Tongorongo	Banancoro	Niantanso	Ensemble des sites
1. Utilisation d'intrants de qualité				
• Utilise plus	16	16	17	49
• Utilise moins	0	0	1	1
• Pas de changement	4	4	2	10
2. Appris et applique nouvelles techniques/activités				
• Oui	8	17	19	44
• Non	10	3	1	14
3. Changements dans l'accès au crédit				
• Accès a augmenté	18	15	18	51
• Accès a diminué	0	0	0	0
• Pas de changement	2	5	2	9
4. Changements dans l'accès à l'eau d'irrigation				
• Accès a augmenté	14	14	13	41
• Accès a diminué	0	3	1	4
• Pas de changement	6	3	4	13
5. Changements dans les systèmes de transformation/conservation				
• Oui	18	9	15	42
• Non	2	7	2	11
6. Changements avec nouvelles productions/techniques				
• Oui	6	0	11	17
• Non	12	20	9	41
7. Existence d'autres sources de crédit				
• Oui	6	0	11	17
• Non	12	20	9	41
8. Existence d'autres sources d'intrants				
• Oui	8	5	11	24
• Non	10	13	8	31
9. Maîtrise du système d'irrigation				
• Oui	4	6	6	16
• Non	16	14	13	43

Annexe 7 : Accessibilité/qualité des infrastructures et intrants : Nombre de bénéficiaires par type de réponse

Thèmes/types de réponse	Nombre de bénéficiaires par site/type de réponse			
	Tongorongo	Banancoro	Niantanso	Ensemble des sites
1. Infrastructures d'irrigation				
• Meilleur	14	13	18	45
• Pire	0	3	0	3
• Pas de changement	6	4	0	10
2. Marché				
• Meilleur	17	18	17	52
• Pire	0	0	0	0
• Pas de changement	3	0	1	4
3. Semences				
• Meilleur	14	16	17	47
• Pire	1	2	0	3
• Pas de changement	3	0	1	4
4. Fertilisants				
• Meilleur	13	16	9	38
• Pire	1	1	2	4
• Pas de changement	6	1	5	12
5. Pesticides/herbicides				
• Meilleur	14	4	10	28
• Pire	0	1	0	1
• Pas de changement	6	0	6	12
6. Vulgarisation				
• Meilleur	11	15	12	38
• Pire	2	0	0	2
• Pas de changement	7	2	4	13
7. Service de santé animale				
• Meilleur	14	4	12	30
• Pire	1	6	2	9
• Pas de changement	5	0	3	8
8. Service de crédit				
• Meilleur	17	14	18	49
• Pire	0	2	0	2
• Pas de changement	3	0	1	4

**Annexe 8 : Adoption de nouvelles technologies et/ou spéculations introduites par le PSSA :
Nombre de bénéficiaires par type de réponse**

N.B. : Les nombres de bénéficiaires à répondre à ces questions sont relativement faibles parce que beaucoup hésitent à se prononcer par rapport à des domaines qu'ils ne maîtrisent pas.

Thèmes/types de réponse	Nombre de répondants par type de réponse/site			
	Tongorongo	Banancoro	Niantanso	Ensemble des sites
1. Maîtrise de l'irrigation				
• Haut	12	7	8	27
• Moyen	0	2	3	5
• Bas	0	0	0	0
2. Thèmes d'intensification				
• Haut	12	15	18	45
• Moyen	0	0	0	0
• Bas	0	2	0	2
3. Elevage des petits ruminants				
• Haut	9	0	11	20
• Moyen	2	0	1	3
• Bas	0	9	0	9
4. Aviculture				
• Haut	0	1	6	7
• Moyen	0	0	6	6
• Bas	5	9	1	15
5. Apiculture*				
• Haut	-	1	0	1
• Moyen	-	0	0	0
• Bas	-	0	10	10
6. Maraîchage				
• Haut	10	11	12	33
• Moyen	1	0	0	1
• Bas	0	0	0	0

Annexe 9 : Points de vue des non bénéficiaires : Nombre de non-bénéficiaires par type de réponse

Thèmes/types de réponse	Nombre de non-bénéficiaires par site/type de réponse			
	Tongorongo	Banancoro (Danga)	Niantanso	Ensemble des sites
1. Connaît PSSA ?				
• Oui	8	8	10	26
• Non	2	2	0	4
2. Essayé de le joindre ?				
• Oui	5	4	8	17
• Non	5	6	2	13
3. Visité des démonstrations ?				
• Oui	7	4	9	20
• Non	3	6	1	10
4. Essayé ce qu'on a vu ?				
• Oui	4	4	8	16
• Non	3	0	1	4
5. Résultat de l'essai ?				
• Bon	3	4	7	14
• Mauvais	1	0	1	2
6. Va continuer ?				
• Oui	2	4	7	13
• Non				